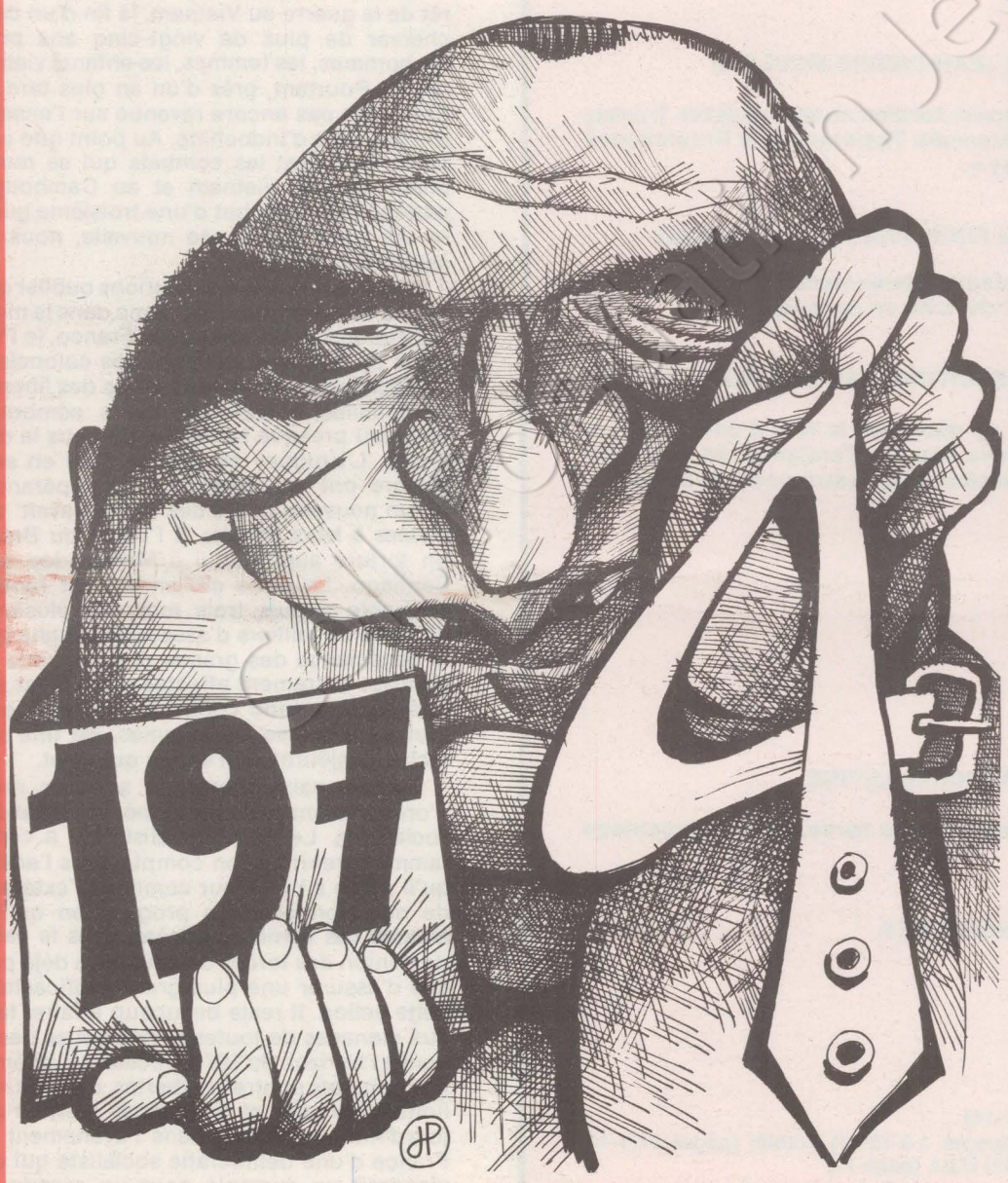
l'unité

N° 91 - 3F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 28 Décembre 1973

ECOUTES TELEPHONIQUES MITTERRAND REPOND A MESSMER



UNE NOUVELLE EPOQUE

Voici notre dernier numéro de 1973. Avant toute chose donc, nous adressons nos meilleurs vœux pour 1974 à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs, à tous nos amis proches ou lointains, à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, nous ont aidés au cours de l'année qui s'achève. Nous n'avons pas pu toujours les remercier individuellement de l'effort qu'ils ont accompli. C'est grâce à eux tous que « l'Unité » peut aborder l'année nouvelle avec de bien meilleures perspectives qu'il y a un an. Que tous reçoivent l'expression de notre reconnaissance avec les souhaits que nous formulons pour eux-mêmes et pour leurs familles en même temps que pour le succès de nos idées communes.

Que sera 1974 ? Une année difficile, pensent beaucoup. Pour notre pays, pour la partie du continent européen dans laquelle il est situé, ce sera sans doute le début d'une nouvelle époque que les dernières semaines viennent d'annoncer. Non pas la fin d'un « trop beau rêve » dont, à en croire Georges Pompidou, les Français se réveilleraient brusquement, mais la soudaine prise de conscience que la relative prospérité dont l'Europe occidentale a bénéficié depuis vingt ans repose sur des données infiniment moins sûres que l'on avait jusqu'ici coutume de le croire. Ce qu'on appelle aujourd'hui la crise de l'énergie n'est pourtant pas un phénomène accidentel. Il était parfaitement pré-

(Suite en page 2)

Sommaire

3 **CRISE : UN BEL ALIBI, PAR DAVID SYLVAIN.**

Le Pouvoir fait planer l'ombre du chômage pour 1974. Chantage classique pour faire accepter une politique d'austérité.

4 **ECOUTES TELEPHONIQUES : REPONSE A PIERRE MESSMER.**

En attaquant François Mitterrand sur les écoutes téléphoniques, le Premier ministre s'est montré bien imprudent. Voici les documents qui prouvent qu'il a menti.

L'UNITÉ « OCCUPÉ ».

6 **L'ANNEE 1973 A TRAVERS « L'UNITÉ ».**

8 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

9 **CONDITIONS DE TRAVAIL : LA BEAUTE DES AUTRES, PAR CHRISTINE COTTIN.**

« L'arc-en-ciel dans vos cheveux » : 7 500 flacons à l'heure pour cinq ouvrières. C'est la réalité de la beauté des autres pour les ouvrières à la chaîne de l'Oréal.

10 **IRLANDE : IT'S A LONG WAY, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.**

Tant que ce pays sera une colonie, aucune solution ne sera possible. Il existe en Irlande du Sud une petite ville nommée Tipperary. Les Britanniques devraient le savoir : « It's a long way ».

13 **ESPAGNE : LA GUERRE N'EST PAS FINIE, PAR NICOLAS BRIMO.**

50 kilos de plastic éliminent l'exécuteur testamentaire du Caudillo. Tous les clans du régime lui ont aussitôt cherché un successeur.

15 **MUSEUM : L'ARCHE DE NOE EN PERDITION, PAR CHRISTINE COTTIN.**

Dans un coin un tas de crocodiles se disputent la tête d'une girafe ; à côté d'un hippopotame, un buffle bave des fils d'araignée. Ils sont tous là blanchis par la poussière. Une collection unique au monde, à l'abandon.

17 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE.**

19 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

20 **EDITION : LE LIVRE MALADE, PAR MICHEL LEVINE.**

57 % des Français affirment ne jamais lire de livres. Si ce pourcentage est exact, il est inquiétant.

24 **DE A JUSQU'A Z, PAR HENRI-FRANCOIS REY.**

PHOTOS ET DESSINS A.f.p. (pages 5-11-14)
Barrigues (p 19) Jean-Pierre Coureuil (pages 1-3-13-21) Fotolib (pages 8-11-12)
France-Match (page 15) Sabadel (page 17) U.p.i. (page 11)

Coll. Fondation Jean Jaurès

→

visible que, faute d'avoir pu vaincre par la persuasion l'égoïsme des nations riches, les pays producteurs de pétrole s'organiseraient un jour pour leur faire comprendre que leur expansion dépendait pour une large part de leur bon vouloir. Le Japon, et l'un après l'autre les pays de l'Europe capitaliste, en font aujourd'hui la cruelle expérience. Au moins, le problème des rapports entre les pays nantis et ceux qu'on appelle, par euphémisme, « en voie de développement » est-il posé en termes nouveaux. C'est l'un des grands problèmes de notre temps. Puisse l'année 1974 lui apporter un commencement de solution.

Nous avons déjà dit ici que cette crise du pétrole n'était que partiellement la conséquence de la nouvelle guerre qui a éclaté au Proche-Orient au début d'octobre. Il n'en est pas moins vrai que sa solution est liée à l'établissement d'un réglement pacifique entre l'Etat d'Israël et les pays arabes. Pendant un quart de siècle, un tel réglement est apparu utopique. Depuis une semaine, depuis qu'Israéliens et Egyptiens se sont assis à une même table de négociation, il l'est un peu moins. Il faudra, certes, dans la meilleure hypothèse, plusieurs mois pour inventer les conditions d'une coexistence pacifique entre tous les peuples, y compris les Palestiniens, qui doivent vivre dans cette région du monde où le mot paix prend un sens tout particulier. Mais un mécanisme est enfin enclenché qui n'est plus celui des chars et des bombes. Puisse-t-il, en 1974, devenir irréversible !

Le début de l'année 1973 avait amené l'arrêt de la guerre du Vietnam, la fin d'un cauchemar de plus de vingt-cinq ans pour les hommes, les femmes, les enfants vietnamiens. Pourtant, près d'un an plus tard, la paix n'est pas encore revenue sur l'ensemble des pays d'Indochine. Au point que certains, évoquant les combats qui se multiplient au Sud-Vietnam et au Cambodge, parlent déjà du début d'une troisième guerre. Au seuil de l'année nouvelle, nous ne saurions l'oublier.

Pas plus que nous ne saurions oublier que 1973 a vu s'étendre le fascisme dans le monde. Tandis que l'Espagne de Franco, le Portugal de Caetano, la Grèce des colonels et des généraux demeurent privés des libertés essentielles, l'Amérique latine sombre à nouveau presque toute entière sous la dictature. L'Uruguay en juin, le Chili en septembre ont vu s'évanouir les espérances qu'un nouveau cours des choses avait apportées à leurs peuples. A l'instar du Brésil, on torture aujourd'hui à Montevideo et à Santiago. La junte chilienne s'est rendue coupable depuis trois mois de plusieurs dizaines de milliers d'assassinats, sans que la conscience des grands de ce monde en paraisse autrement affectée. Cela n'est pas tolérable. La lutte contre le fascisme, partout où il écrase les hommes, est une des tâches majeures de l'année qui vient.

Justice, paix, liberté, ce sont les mots d'ordre qui ont toujours animé le combat des socialistes. Le Parti socialiste les a constamment repris à son compte dans l'action qu'il mène à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. La progression qu'il a connue ces dernières années, dans le cadre de l'union des forces de gauche, a déjà permis d'assurer une plus grande efficacité à cette action. Il reste beaucoup à faire, face aux menaces de toutes sortes qui se dessinent à l'horizon de 1974 : récession, chômage, complots contre les libertés, etc. Des millions d'hommes et de femmes mettent aujourd'hui leur espoir dans l'avènement en France d'une démocratie socialiste qui deviendrait un exemple pour un monde en plein désarroi. Puisse l'année qui commence nous en rapprocher ! ■

Crise

UN BIEN BEL ALIBI

Le Pouvoir fait planer l'ombre du chômage pour 1974. Chantage classique pour faire accepter une politique d'austérité.

Il était courant, jusqu'à ces derniers jours, de s'entendre expliquer dans les milieux officiels français qu'on se refusait à tout pronostic précis sur le profil de l'an prochain. La situation est « insaisissable » : tel était le leitmotiv qui revenait dans la plupart des propos officiels.

La décision des pays arabes d'alléger l'embargo sur le pétrole et même de le lever pour certains pays, dont la France, rend sans doute moins catastrophiques les prévisions pour 1974. La perspective d'une gigantesque crise économique due au manque absolu d'énergie s'atténue sensiblement.

La levée de l'embargo est cependant à double tranchant, dans la mesure où le doublement de prix des produits pétroliers devenus plus abondants va sans aucun doute rendre déficitaire notre balance des paiements.

Il demeure donc que cette hausse du prix du brut, les difficultés que connaissent déjà certains secteurs, dont l'automobile et la pétrochimie, la contagion prévisible de la croissance ralentie de nos voisins et surtout la hausse des prix qui reste vive chez nous, tous ces éléments ont de quoi inciter à la prudence dans le pronostic, aujourd'hui comme la semaine passée.

La tendance officielle est cependant à la dramatisation. L'autre mardi, devant le Conseil économique et social, Valéry Giscard d'Estaing avait évoqué l'éventualité d'un nécessaire soutien de l'emploi « par une relance de l'investissement, voire de la consommation ». Dans le même sens, deux jours plus tard, à la télévision, le président de la République lançait un appel à l'union et à l'effort de tous les Français pour faire face à la menace de chômage qualifiée de « grand problème ».

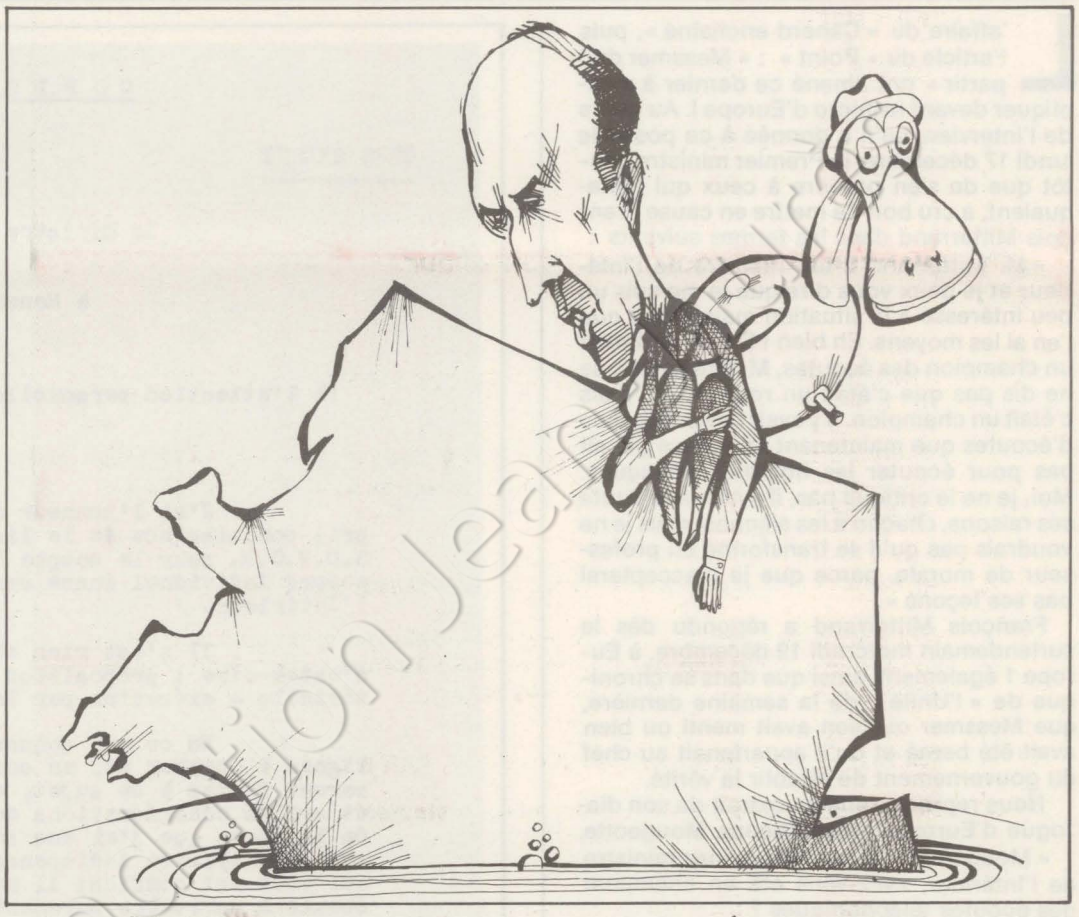
Cet appel du chef de l'Etat, le pessimisme de son ministre des Finances prennent leur place dans une stratégie : en faisant planer l'ombre du chômage sur la deuxième partie de 1974, il s'agit de faire accepter dès maintenant aux travailleurs une politique d'austérité.

Chantage à l'emploi

Voici comment Giscard d'Estaing présente son plan : « Afin de préserver l'emploi qui n'est pas en cause aujourd'hui, mais qui peut être menacé plus tard, il n'y a rien de plus urgent ni de plus utile que de réduire d'abord la hausse des prix ». Il ajoute que la relance éventuelle de l'activité ne serait efficace que si « l'essentiel du problème de l'inflation est à ce moment derrière nous et non devant nous ».

Cependant, la priorité accordée à court terme ne s'explique pas seulement ainsi. En utilisant la formule classique du « chantage à l'emploi » — traduite en économie sous le nom de loi de Philips — le gouvernement tente avant tout de casser les reins au rythme d'augmentation des salaires.

Jamais sans doute un gouvernement n'aura retenu à ce point les conseils du patronat. Giscard d'Estaing a fait siennes les propositions de François Ceyrac visant à geler le pouvoir d'achat pour six mois. Mais, devant la mobilisation des travailleurs, il n'a pas osé l'imposer par la voie autoritaire.



Dans le secteur public, le gouvernement refusera de négocier toute augmentation de rémunérations allant au-delà d'une stricte indexation sur la hausse des prix mesurée par l'Insee. Pour le secteur privé, il donne des armes au patronat afin d'aider celui-ci à suivre ce bon exemple : les industriels ne pourront plus faire valoir des augmentations de salaires supérieures à la hausse des prix pour négocier des augmentations de leur prix dans le cadre de la programmation annuelle.

Ce regain tardif de vigilance des Pouvoirs publics sur le front de l'inflation s'explique d'abord par le dérapage des prix français sur les prix allemands. Les exportations demeurées excédentaires en novembre sont menacées pour l'avenir sur un marché international plus concurrentiel. Mais surtout, il tient à l'importance des pressions extérieures sur les prix français.

La dramatisation officielle trouve également sa source au-delà de ces opérations tactiques. Bien avant l'épisode de la « crise pétrolière », le capitalisme français, à l'image des autres, entrait dans une nouvelle phase. La croissance s'essoufflait, des restructurations s'imposaient, induites notamment par le poids sans cesse croissant des firmes multinationales. Les remous pétroliers, restrictions et augmentations de prix, fournissent l'alibi idéal pour faire admettre de nouvelles orientations, notamment dans la perspective du VIIe Plan qui commence à s'ébaucher.

Sous couvert d'adaptation à la nouvelle situation — « le temps de la rareté et de la cherté pour certaines matières de base et pour l'énergie », selon Giscard d'Estaing — nous voici dirigés vers un « redéploiement de la croissance économique » sur lequel le gouvernement et le C.n.p.f. semblent d'accord.

Giscard d'Estaing parle ainsi de donner la priorité aux « activités qui maximisent la valeur ajoutée et l'emploi par rapport aux matières importées ». Le patronat répond qu'il note « avec satisfaction l'intérêt porté par le ministre à un accroissement des investissements productifs ».

C'est une évidence que les économies développées se trouvent confrontées à un nouvel environnement international. C'était l'occasion de remettre — entre autres — en cause l'essence même du modèle de croissance. Le gouvernement et le patronat français se contentent de l'amender au mieux de leurs intérêts. Périodiquement le capitalisme éprouve le besoin de se dégraisser, de couper ses « rameaux morts ». Nous entrons dans une telle période.

DAVID SYLVAIN

REPONSE A PIERRE MESSMER

En attaquant François Mitterrand sur les écoutes téléphoniques, Pierre Messmer a été bien imprudent. Voici les documents qui prouvent qu'il a menti.

L'affaire du « Canard enchaîné », puis l'article du « Point » : « Messmer doit partir » ont amené ce dernier à s'expliquer devant le micro d'Europe I. Au cours de l'interview qu'il a donnée à ce poste le lundi 17 décembre, le Premier ministre, plutôt que de s'en prendre à ceux qui l'attaquaient, a cru bon de mettre en cause François Mitterrand dans les termes suivants :

« M. Mitterrand a été ministre de l'Intérieur et je peux vous dire que je me suis un peu intéressé à la situation maintenant que j'en ai les moyens. Eh bien ! C'était vraiment un champion des écoutes, M. Mitterrand. Je ne dis pas que c'était un recordman, mais c'était un champion. Il y avait beaucoup plus d'écoutes que maintenant et il ne se gênait pas pour écouter les hommes politiques. Moi, je ne le critique pas, il avait sans doute ses raisons, chacun a les siennes, mais je ne voudrais pas qu'il se transforme en professeur de morale, parce que je n'accepterai pas ses leçons ».

François Mitterrand a répondu dès le surlendemain mercredi 19 décembre, à Europe 1 également, ainsi que dans sa chronique de « l'Unité » de la semaine dernière, que Messmer ou bien avait menti ou bien avait été berné et qu'il appartenait au chef du gouvernement de rétablir la vérité.

Nous reproduisons un extrait de son dialogue d'Europe I avec Etienne Mougeotte.

« Mougeotte : Quand vous étiez ministre de l'Intérieur, avez-vous été un champion des écoutes téléphoniques ?

« François Mitterrand : Rigoureusement faux. Ou bien M. Messmer a été berné ou bien il a forcé sa pensée ou bien il a menti et il doit réparation... Le nombre d'écoutes à cette époque ne dépassait pas 25 ou 30 et elles visaient toutes des personnes figurant dans des informations judiciaires ou dans des actions jugées nuisibles à la sécurité intérieure ou extérieure du pays. Moi je peux le prouver ».

A l'appui de cette affirmation, François Mitterrand nous a confié cinq documents qui permettront à nos lecteurs de juger sur pièces. Les voici :

1 — En date du 1er juillet 1954 une note de Pierre Mendès France, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères à François Mitterrand, ministre de l'Intérieur. Il est visible à sa lecture que Pierre Mendès France fait état d'une démarche de son ministre qui n'a pu avoir lieu que dans les dix jours précédents, puisque l'un et l'autre ont pris leurs fonctions à la suite de la démission du gouvernement Laniel, causée par le désastre de Dien Bien-phu, le 19 juin 1954. On constatera que l'une des toutes premières décisions de François Mitterrand a précisément été d'interdire toute écoute politique :

Paris, le 1er juillet 1954
Note pour M. Mitterrand.

Je vous remercie de m'avoir tenu informé des décisions que vous avez prises concernant les écoutes téléphoniques.

Je vous serais reconnaissant comme convenu de me faire parvenir copie des instructions que vous avez données dans ce sens.

Je me propose en effet de donner au Sdece les mêmes instructions dans les mêmes termes.

Pierre Mendès France.

2 — En réponse à cette note et dès le lendemain, 2 juillet, une lettre de François Mitterrand à Pierre Mendès France avec communication des instructions adressées par lui au directeur général de la Sûreté nationale et au préfet de police :

2 juillet 1954.
Très secret.

Le ministre de l'Intérieur à M. le président du Conseil (Cabinet).

J'ai l'honneur de vous faire parvenir copie de la lettre que j'ai adressée à M. le préfet de police concernant les écoutes téléphoniques.

La même note a été envoyée à M. Le directeur général de la Sûreté nationale.

J'ajoute que je me suis assuré moi-même par l'examen de toutes les écoutes prescrites qu'il n'en est aucune qui ne soit conforme aux instructions que je viens de donner à mes services.

3 — Le texte des instructions à M. le directeur général de la Sûreté nationale :

2 juillet 1954.
Note pour M. le directeur général de la Sûreté nationale.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai pris connaissance de la liste des lignes écoutées par le Sdece pour le compte de la Sûreté nationale sur accord individuel donné dans chaque cas par le ministère de l'Intérieur.

Il n'est rien changé à la procédure en cours, c'est-à-dire : proposition de votre part-autorisation ministérielle-exécution par le SDECE.

En ce qui concerne la détermination future des lignes à écouter et en conséquence des propositions qui me seront faites à ce sujet, elles doivent s'inspirer des mêmes et seules considérations qui ont présidé à l'établissement de la liste que j'ai eue sous les yeux, c'est-à-dire des besoins de service indispensables à l'exécution de la mission qui vous est confiée ; il ne peut donc être envisagé aucune écoute à caractère purement politique et qui porterait sur des personnalités dont les activités ne sont pas contraires à la législation de droit commun ou à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

4 — Le texte des instructions au préfet de police, en termes semblables à ceux de la

COPIE.

2 Juillet 1954.

TRES SECRET

Le Ministre de l'Intérieur

à Monsieur le Préfet de Police,

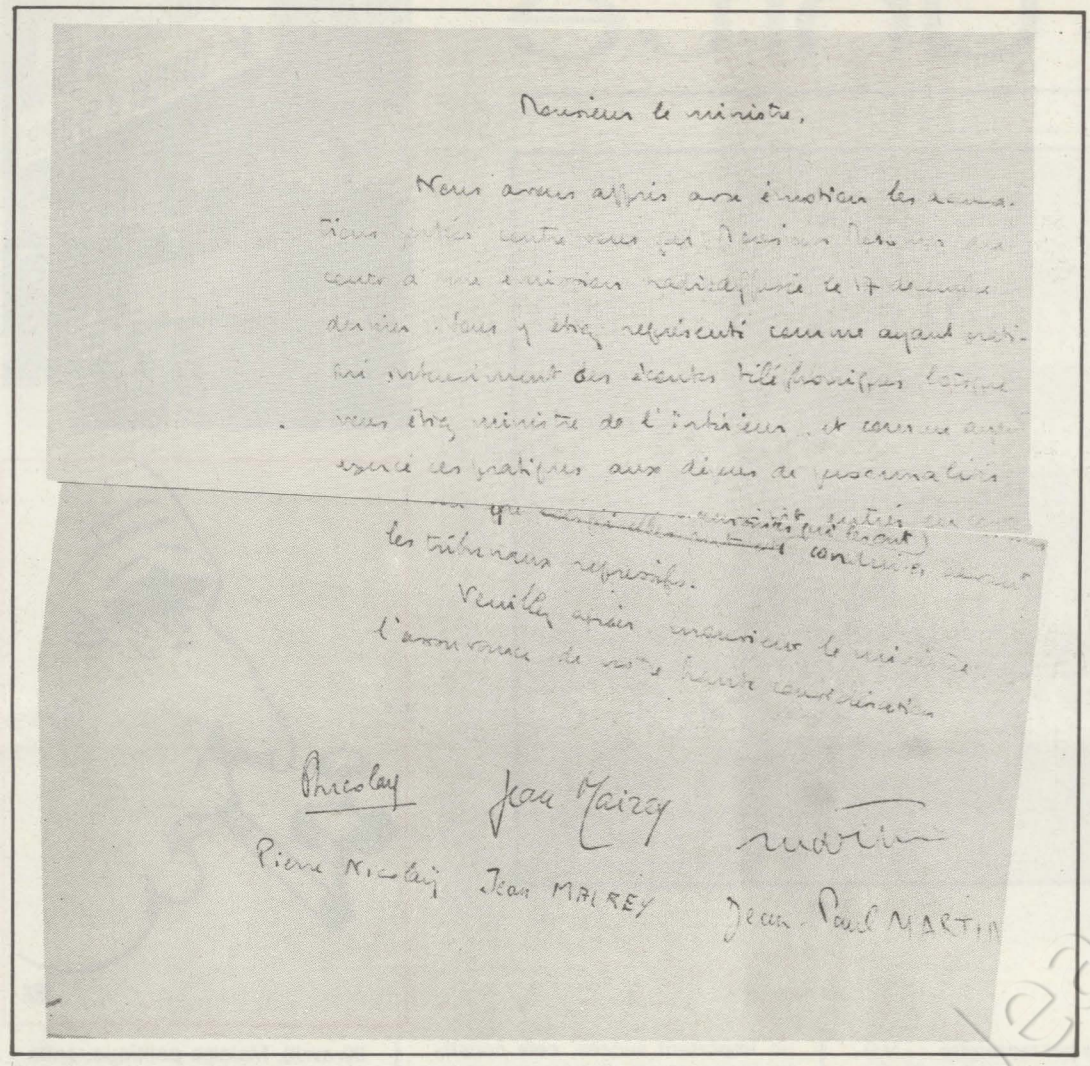
(Cabinet)

(à l'attention personnelle de Monsieur le Préfet)

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai pris connaissance de la liste des lignes écoutées par le S.D.E.C.E. pour le compte de la Préfecture de Police sur accord individuel donné dans chaque cas par le Ministère de l'Intérieur.

Il n'est rien changé à la procédure en cours, c'est-à-dire : proposition de votre part - autorisation ministérielle - exécution par le S.D.E.C.E.

En ce qui concerne la détermination future des lignes à écouter et, en conséquence des propositions qui me seront faites à ce sujet, elles doivent s'inspirer des mêmes et seules considérations qui ont présidé à l'établissement de la liste que j'ai eue sous les yeux, c'est-à-dire des besoins de service indispensables à l'exécution de la mission qui vous est confiée; il ne peut donc être envisagé aucune écoute à caractère purement politique et qui porterait sur des personnalités dont les activités ne sont pas contraires à la législation de droit commun ou à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.



Monsieur le ministre,

Nous avons appris avec émotion les accusations portées contre vous par Monsieur Messmer au cours d'une émission radiodiffusée le 17 décembre dernier. Vous y étiez représenté comme ayant pratiqué intensivement des écoutes téléphoniques lorsque vous étiez ministre de l'Intérieur, et comme ayant exercé ces pratiques aux dépens de personnalités politiques. Nous sommes aussitôt entrés en contact avec vous pour vous rappeler l'attitude qui avait été la vôtre à l'époque où nous exercions sous votre autorité des fonctions qui nous ont conduits à intervenir en ces matières. Nous croyons utile de vous confirmer par écrit les indications que nous vous avons données oralement.

Dans les premiers jours de votre arrivée au ministère de l'Intérieur et en accord avec M. le président du Conseil, vous aviez adressé au directeur général de la Sûreté nationale et au préfet de police des instructions rigoureuses proscrivant toute écoute téléphonique à caractère politique et limitant l'usage de ce procédé aux cas où une information judiciaire ou des impératifs intéressant la défense nationale le rendraient nécessaire.

Ces instructions ont été scrupuleusement suivies par nos soins. La liste des personnes écoutées était soumise à votre accord. Elle n'a jamais compris, même à l'époque où vous étiez personnellement l'objet d'attaques politiques virulentes, le nom d'un homme politique ni celui d'un journaliste. Nous gardons le souvenir de listes comprenant quelque 25 à 30 noms de personnes inconnues du public ou qui n'ont été connues de lui qu'à l'occasion de poursuites qui les ont conduites devant les tribunaux répressifs.

les tribunaux répressifs.

Veuillez croire, Monsieur le ministre, l'assurance de notre haute considération

Nicolay — Jean Mairey — Martin

Pierre Nicolay — Jean MAIREY — Jean-Paul MARTIN

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Signé : Pierre Nicolay, Jean Mairey, Jean-Paul Martin. (voir fac - similé ci-contre).

M. Pierre Nicolay était directeur de Cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Jean-Paul Martin, directeur adjoint du Cabinet, M. Jean Mairey, directeur général de la Sûreté nationale.

Nous n'ajouterons rien à ces documents qui valent suffisamment par eux-mêmes et ne constituent qu'un élément du dossier. Sinon pour préciser que François Mitterrand en a saisi Gaston Defferre, président du groupe socialiste et des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale, et Pierre Marcilhacy, président de la commission sénatoriale d'enquête sur les écoutes téléphoniques, pour qu'ils obtiennent du Premier ministre toutes explications utiles sur son inqualifiable agression.

note précédente (voir fac-similé ci-contre) :

5 — Dès que les principaux collaborateurs de l'époque de François Mitterrand eurent connaissance des propos de M. Messmer, ils ont envoyé à leur ancien ministre la lettre ci-après, datée du 21 décembre 1973 :

Monsieur le ministre,

Nous avons appris avec émotion les accusations portées contre vous par M. Messmer au cours d'une émission radiodiffusée, le 17 décembre dernier. Vous y étiez représenté comme ayant pratiqué intensivement des écoutes téléphoniques lorsque vous étiez ministre de l'Intérieur et comme ayant exercé ces pratiques aux dépens de personnalités politiques. Nous sommes aussitôt entrés en contact avec vous pour vous rappeler l'attitude qui avait été la vôtre à l'époque où nous exercions sous votre autorité des fonctions qui nous ont conduits à intervenir en ces matières. Nous croyons utile de vous confirmer par écrit les indications que nous vous avons données oralement.

Dans les premiers jours de votre arrivée au ministère de l'Intérieur et en accord avec M. le président du Conseil, vous aviez adressé au directeur général de la Sûreté nationale et au préfet de police des instructions rigoureuses proscrivant toute écoute téléphonique à caractère politique et limitant l'usage de ce procédé aux cas où une information judiciaire ou des impératifs intéressant la défense nationale le rendraient nécessaire.

Ces instructions ont été scrupuleusement suivies par nos soins. La liste des personnes écoutées était soumise à votre accord. Elle n'a jamais compris, même à l'époque où vous étiez personnellement l'objet d'attaques politiques virulentes, le nom d'un homme politique ni celui d'un journaliste. Nous gardons le souvenir de listes comprenant quelque 25 à 30 noms de personnes inconnues du public ou qui n'ont été connues de lui qu'à l'occasion de poursuites qui les ont conduites devant les tribunaux répressifs.



L'UNITÉ «OCCUPÉ»

La rédaction de « l'Unité » a donc été mercredi 19 décembre — au moment même où, à l'imprimerie, nous venions de « boucler » le numéro de la semaine — l'une des premières cibles des commandos fascistes de Faire front, qui se sont attaqués dans la même soirée au siège de la Ligue des droits de l'Homme, à celui de la C.g.t. et à plusieurs permanences du Parti communiste et du Parti socialiste, dont celle du XVIIIe arrondissement, rue de Trétaigne.

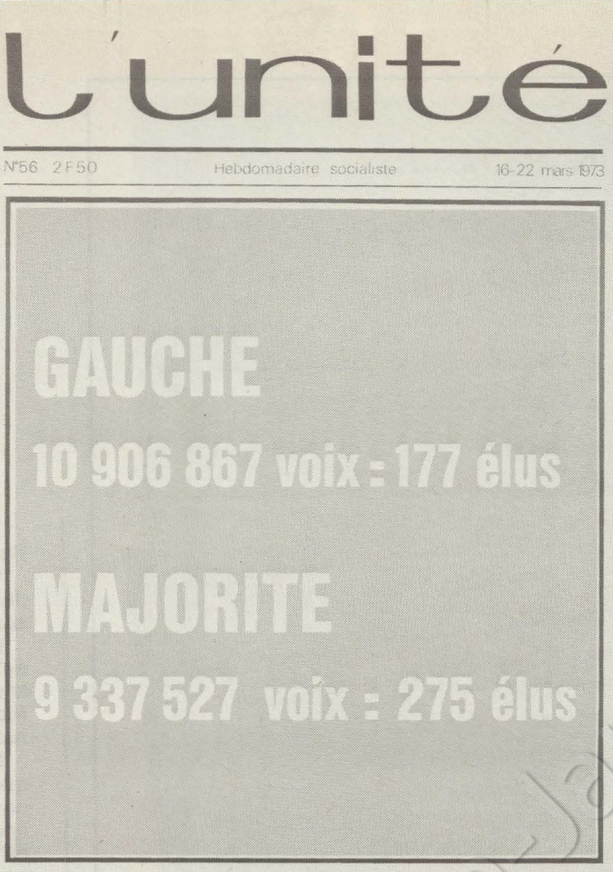
C'est peu après 19 heures qu'une quarantaine de jeunes gens ont pénétré dans les locaux de la rédaction, 5, rue Viollet-Le-Duc. Accouru sur place pour prévenir toute déprédation, Claude Estier s'y est trouvé séquestré jusqu'à 21 heures. Les membres du commando ont passé leur temps à téléphoner aux journaux et agences de presse pour faire connaître leur opération. Plusieurs d'entre eux ont confectionné des affiches proclamant leur soutien à la junte de Pinochet et signées « Comité d'occupation n° 15, Faire front ». Peu après 21 heures, après avoir parlementé avec le commissaire du quartier et tandis qu'accouraient journalistes et photographes, le commando a évacué les lieux.

Si cette occupation s'est déroulée sans violence, il n'en a pas été de même pour les autres opérations menées au cours de cette soirée. Rue de Trétaigne, notamment, les deux cocktails Molotov lancés à partir d'une voiture ont provoqué un début d'incendie qui a nécessité l'intervention des pompiers.

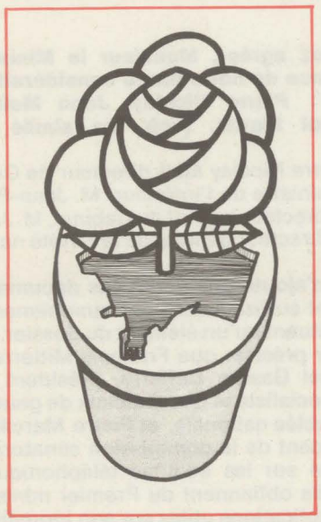
Il faut évidemment rapprocher toutes ces actions de celles revendiquées par le « Groupe action jeunesse » à Censier, au centre Tolbiac, à Nanterre, au lycée Lakanal, à l'université de Sceaux et au centre Panthéon, où les professeurs Luchaire et Bartoli ont été menacés et frappés.

De très nombreuses organisations ont tenu à nous manifester leur solidarité à l'occasion de l'occupation des locaux de « l'Unité ». Nous les en remercions et joignons notre protestation à la leur en dénonçant comme elles le font l'impunité dont jouissent ceux qui se sont donnés comme modèles les assassins de Santiago.











L'ANNEE 1973 VUE A TRAVERS L'UNITE

« Nous avions, je vous le rappelle, décidé d'étudier, dans l'Histoire du précédent millénaire, la situation de cette partie de la République galactique que nos aïeux appelaient la France... » Le rapporteur jeta un regard sur les 27 citoyens de tous âges de la Commune Zaria qui avaient choisi l'Histoire pour leurs trois heures quotidiennes d'éducation permanente, données au Centre éducatif, au cœur même de l'unité de poly-production Zaria 3. Il poursuivit : « Nous finirons aujourd'hui de voir ce que les gens de l'époque, dans leur bizarre système de datation, nommaient l'année 1973, telle qu'en rend compte la presse politique d'alors. Notamment dans cet hebdomadaire où se dessinent quelques-uns des grands principes d'organisation de notre République galactique. »

Le rapporteur glissa alors dans le gros psycho-émetteur la capsule étiquetée « l'Unité, 1973 ». Deux minutes passèrent, le temps que les psycho-récepteurs individuels des 27 assistants leur aient fourni l'assimilation-mémorisation des quelque 1 200 pages en question. Et le rapporteur put reprendre : « Voilà. Avant que nous ouvrions la discussion, je me contenterai donc d'insister sur quelques dates et faits essentiels.

Ce que vous ne devez pas oublier, c'est que 1973 est une année à scrutins et que la **campagne préélectorale** est déjà commencée. Le président de la République, lui, ne l'oublie pas ! Et ses vœux traditionnels deviennent ce que « l'Unité », dans son numéro du 5 janvier, appelle « un discours partisan en forme de menace » et un chantage au péril institutionnel. Le ton est donné. On le verra encore à Provins, pour la réunion des responsables U.d.r., avec un rapport d'« experts » que « l'Unité » a d'ailleurs désamorcé en pré-publiant des extraits ; avec aussi une conférence de presse de Georges Pompidou qui fait écrire à Gilles Martinet dans « l'Unité » du 12 janvier : « Il faut empêcher le tricheur de gagner. » Mais « c'est toujours **la gauche** qui a l'initiative » : « l'Unité » commente le retentissement de la Convention nationale du Parti socialiste, le regain de prestige que donne au P.s. la réunion à Paris des leaders de l'Internationale socialiste (n° du 12 janvier), la conférence de presse commune Mitterrand - Marchais - Fabre, les sondages favorables (46 %) à la gauche, etc. (n°s du 19 et du 26 janvier).

Hors de France, un événement : le **cessez-le-feu au Vietnam,** à partir duquel « l'Unité » étudie « le chemin malaisé de la paix » dans son numéro du 26 janvier et dans son numéro anniversaire du 2 février. La **crise monétaire,** aussi, et ses répercussions sur l'Europe : « Des B 52 sur l'Europe... le désordre est du côté du capitalisme ».

Et nous voici à la veille des **élections législatives.** L'Europe socialiste est attentive et Ricardo Lombardi, leader de la gauche du P.s.i., déclare à « l'Unité » : « Même si la gauche unie n'obtient pas la majorité absolue, mais seulement un important succès, cela constituera une grande victoire pour vous en France, en vue des élections présidentielles, et sur le plan international » (n° du 23 février). « L'Unité », à partir de la formule de François Mitterrand : « La croissance, oui ; mais quelle croissance ? », publie un important dossier sur l'inégalité en France.

Au premier tour des élections, alors que la majorité n'obtient que 36 % des voix, la gauche monte à 45 % et le P.s. fait son meilleur score depuis 1946. « L'Unité » (9 mars) souligne ces résultats et montre la mutation de l'électorat socialiste : il existe désormais dans l'ensemble des régions, il est plus jeune, plus urbain, plus riche en ouvriers, tout en étant plus proche des nouvelles classes, il s'est rassemblé sur des candidats plus « neufs »... Le 2e tour confirme ces leçons. François Mitterrand peut titrer sa chronique « Une minorité de gouvernement » et « l'Unité » faire sa couverture avec quatre chiffres démontrant l'iniquité du système électoral : « Gauche, 10.906.867 voix = 177 élus. Majorité, 9 337 527 voix = 275 élus. » (n° du 16 mars).

En France, naît un vaste **malaise post-électoral :** manifestations lycéennes et étudiantes contre la loi Debré sur les sursis et la réforme de l'enseignement supérieur. Pour « l'Unité », c'est « le signe d'un profond malaise : celui des innombrables jeunes Français qui ont dû suivre sur la touche la bataille politique des récentes élections » (n° du 23 mars). Malaise social, également : les interviews très remarquées d'André Allamy (C.g.t.) et d'Edmond Maire (C.f.d.t.) dans « l'Unité » (n° du 23 mars) le laissent prévoir. Il éclatera quelques jours plus tard avec la grève illimitée des O.s. chez Renault et la riposte ouvrière aussi bien au lock-out dans cette firme qu'à l'intervention de commandos de nervis chez Peugeot en grève et l'irruption de la police (n° des 6, 13 et 20 avril). Malaise politique, enfin : « l'Unité » dévoile comment Pompidou, via « les petits Béria » de l'Elysée », a — au profit du souple Edgar Faure — « cassé les reins à Chaban-Delmas » pour la présidence de l'Assemblée (n° du 30 mars).

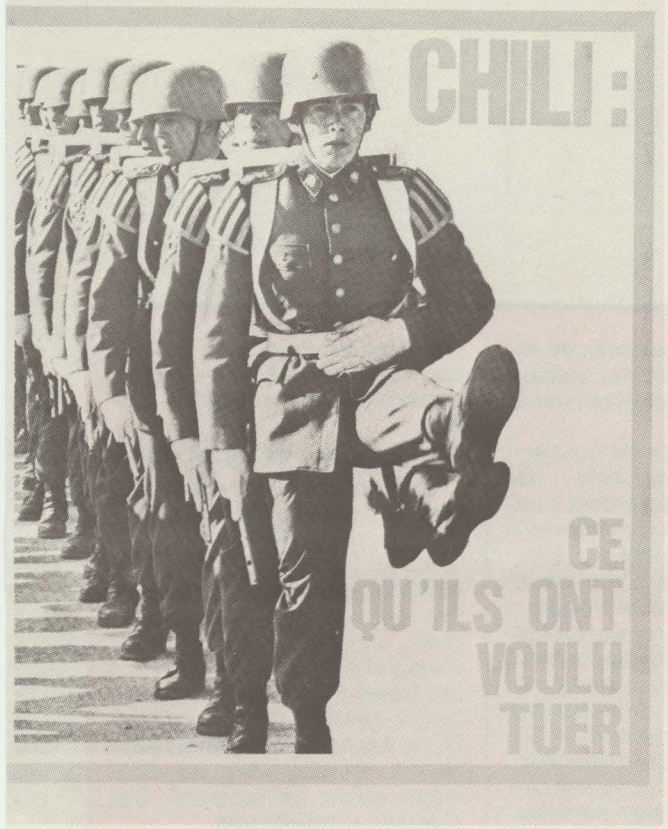
Le joli mois de mai va être l'occasion d'une nouvelle montée des **affrontements sociaux.** Dans « l'Unité » du 4 mai, Georges Séguy annonce : « La température ne baissera pas ». C'est le début d'une série d'interviews des leaders syndicaux à l'hebdomadaire socialiste : suivront André Bergeron, de Force ouvrière (n° du 1er juin), Edmond Maire, C.f.d.t. (n° du 8 juin) et James Marangé, Fen (n° du 13 juillet). « L'Unité » est également le premier journal à publier en exclusivité le rapport de la C.f.d.t. sur les conditions de travail, « Santé à vendre » (n° du 4 mai).

C'est aussi la période où le gouvernement se trouve affronté à une série de violentes protestations sur plusieurs grands secteurs de son action... ou de son inaction : **l'avortement,** sur lequel « l'Unité » publie, à propos du dépôt de la proposition de loi par le P.s., un grand document intitulé « Le droit de choisir » ; les **expériences atomiques en Polynésie** — « C'est comme si l'habitude était prise de voir notre pays envers et contre tous être l'exemple de la mauvaise volonté en matière de désarmement nucléaire » ; **la famine en Afrique,** à propos de laquelle René Dumont accuse, dans « l'Unité » : « Il faudra des révoltes... C'est aux habitants de ces pays de le décider, mais nous sommes par contre responsables de la politique française... qui n'est qu'une politique néo-colonialiste » (n° du 1er juin) ; enfin, une affaire qui aura bien des prolongements ultérieurs : celle des **écoutes téléphoniques :** « l'Unité » publie une série d'informations et dénonce : « ce type de surveillance policière se trouve

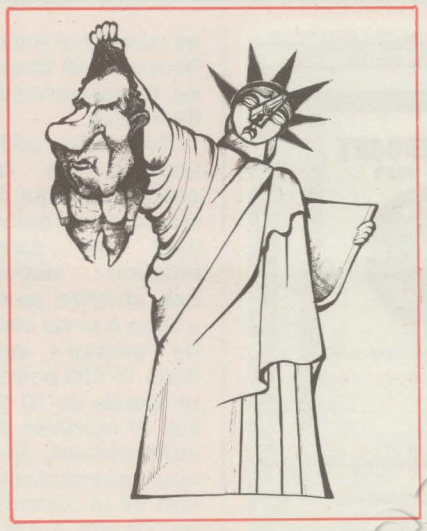
Fonds Jean-Jaurès

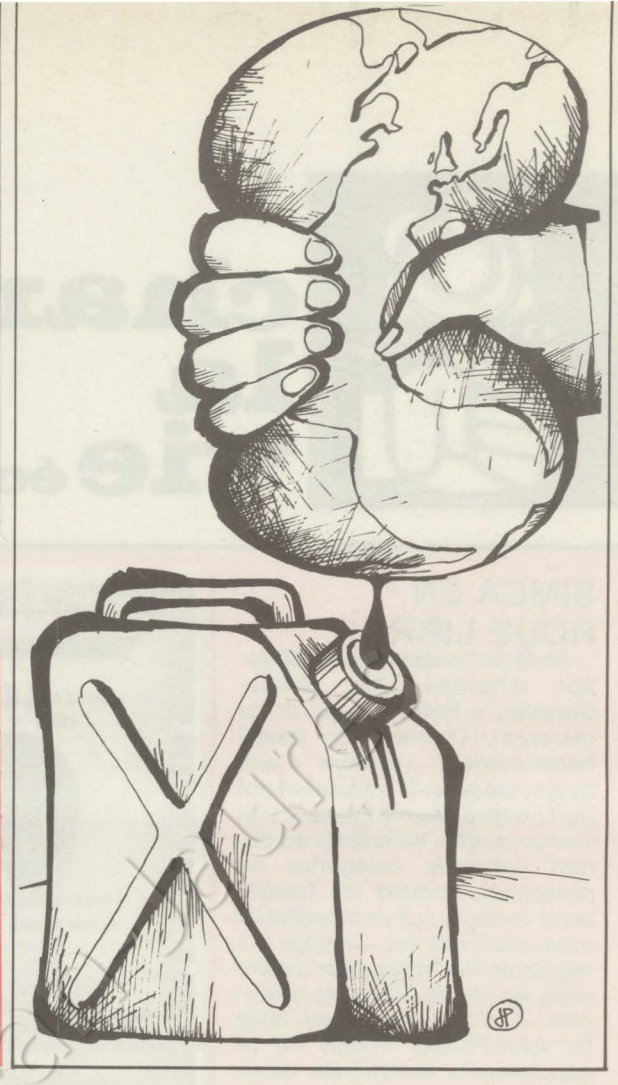
L'unité

76 - 2F 50 L'hebdomadaire du parti socialiste 14 au 20 septembre 1973









érigé en méthode de gouvernement » (n° du 8 juin). La France se mettrait-elle à l'heure du **scandale du Watergate** où se débat Richard Nixon (et que « l'Unité » a traité dès son numéro du 27 avril) ?

Surtout, naît **l'affaire Lip.** Dès les premières menaces de licenciement collectif, les parlementaires socialistes interviennent auprès de Messmer : pas de démantèlement ni de perte de son indépendance pour Lip. L'usine sera occupée la semaine suivante par les salariés (n° du 8 juin). Ces derniers prendront le contrôle de la production et « l'Unité » commente cet « événement à peu près sans précédent et qui alertera l'opinion » (n° du 22 juin).

L'événement politique du mois, c'est le **congrès du Parti socialiste** à Grenoble. Le compte rendu qu'en donne « l'Unité » met en valeur ses caractéristiques : nouvelles préoccupations et nouveau langage parallèlement à un nouvel électorat (dont « l'Unité » a tracé le 1er juin un « portrait » sociologique détaillé) ; cohésion du Parti renforcée après le vote d'une motion de synthèse « à une majorité rarement atteinte » ; stratégie de l'union de la gauche réaffirmée avec force (n° du 29 juin).

Le Pouvoir s'affole et va profiter, pour tenter de jouer la répression, d'une occasion en or : la **provocation du 29 juin.** Un meeting raciste d'Ordre nouveau aboutira à un affrontement entre la police et l'extrême gauche. Sur le néo-fascisme et le rôle curieux de la police ce jour-là, « l'Unité » fera paraître une enquête tellement détaillée qu'elle lui vaudra un procès de la part des agitateurs d'extrême droite (n° du 29 juin). Quant au Pouvoir, il fera appréhender le dirigeant de la Ligue communiste, Alain Krivine, et dissoudre son organisation.

La période des vacances arrive ainsi dans une atmosphère lourde : crise monétaire internationale ; putsch manqué au Chili le 29 juin ; génocide au Mozambique ; en France, affrontement avec le patronat à Péchiney-Noguères, qui fait s'interroger « l'Unité » : « Qui est violent ? » (n° du 20 juillet). Formule prémonitoire : le mois suivant aura lieu **l'intervention de la police à Besançon** pour chasser les Lips, ce qui n'empêchera pas — parallèlement au grand rassemblement du **Larzac** le 26 août — un vaste rassemblement de solidarité contraignant le gouvernement à la négociation.

La rentrée de septembre va s'ouvrir par un drame : le **coup d'Etat au Chili.** Commentaire de François Mitterrand dans sa « Part de vérité » du numéro du 14 septembre, après la mort d'Allende (dont le précédent numéro de « l'Unité » avait publié un texte en exclusivité sous le titre : « J'accuse la droite ») : « S'il est d'autres richesses que l'or et l'insolence, le monde est plus pauvre aujourd'hui. » Le numéro du 21 septembre rendra compte des débuts de la répression, et de la résistance ; « On va peut-être, au Chili, sortir du cercle vicieux qui a été jusqu'à présent l'histoire de l'Amérique latine depuis la révolution cubaine : ce va-et-vient des armes sans le peuple et le peuple sans les armes. » C'est Régis Debray qui parle ainsi dans « l'Unité » du 21 septembre.

En France, le gouvernement se montre incapable de juguler la **hausse des prix.** Celle du prix du pétrole laisse prévoir la future **crise de l'énergie** : un document spécial de « l'Unité » (n° du 2 novembre) démonte le mécanisme de la « razzia » à venir. Que le Pouvoir perde pied, c'est une chose de plus en plus établie par les élections cantonales qui « confirment la poussée socialiste de mars », tout comme la victoire d'un 103e député U.g.s.d. à l'élection législative partielle des Landes (n° du 28 octobre).

« L'Unité » n'en oublie pas pour autant les développements internationaux, surtout la **4e guerre israélo-arabe** (à partir du n° du 12 octobre) et le Chili, pour lequel elle publie plusieurs documents exclusifs : le récit par Juan Garcès (l'un des conseillers personnels d'Allende) de la trahison de Pinochet bien avant le putsch (n° du 28 septembre) ; un reportage d'Antoine Blanca et un message d'Isabelle Allende aux socialistes français (n° du 12 octobre, premier numéro de la nouvelle formule de « l'Unité », qui fait paraître à cette occasion une grande enquête qui fera du bruit : « A qui appartient la France ? »).

Octobre, novembre... **La décomposition du régime** se poursuit. Fausse manœuvre du Pouvoir et vives querelles dans la majorité à propos du Proche-Orient, de la réforme constitutionnelle qui ne pourra qu'avorter, de Lip, de la mise à la porte d'Arthur Conte... (n° du 29 octobre). D'autant que la France a pris la tête de la hausse des prix en Europe et que la guerre du pétrole bouleverse l'opinion (n° du 9 novembre).

Lorsqu'on se sent faible et qu'on panique, on ne résiste pas à la tentative de la répression et du mensonge. « L'Unité » (n° des 26 octobre et 2 novembre) apporte des pièces au dossier des méthodes de **« l'Armée-flic »** contre « l'adversaire intérieur » ; François Mitterrand relève « de multiples signes révélant la naissance d'une conjuration pressée de nouer tous ses liens avant que n'éclate le grain visible à l'horizon de 1974 » (n° du 2 novembre). Cela sera confirmé par les « 115 pages accablantes » du rapport sénatorial sur les écoutes téléphoniques (n° du 16 novembre).

Malgré la mini-crise intervenue durant quelques jours au sein du Parti socialiste, on assiste à une spectaculaire **relance de la gauche.** Une relance efficace, comme en témoignent le « sommet » des trois partis, la journée « Porte ouverte sur le P.S. », et la confirmation de leurs options par le congrès des radicaux de gauche (n° du 30 novembre). La grève générale du 6 décembre — « Un rythme de hausse des prix supérieur sur l'année à 11 %... l'inflation, le bricolage... voilà une grève plus que justifiée » — montrera la vigilance des forces populaires face à un Pouvoir qui, lui, n'est pas sorti de ses drames.

C'est en effet à ce moment qu'éclate **l'affaire des écoutes au « Canard enchaîné »** et la désignation nommément comme coupables de plusieurs commissaires de la D.s.t. ; commentaire de « l'Unité » : « Marcellin est mort politiquement. Un gouvernement peut-il vivre avec un ministre mort ? » (n° du 14 décembre). Dans les n° des 21 et 28 décembre, François Mitterrand — après avoir rappelé que, lui ministre, il avait interdit les écoutes politiques — met Messmer au défi de rendre publique la comptabilité des écoutes actuelles. Le fiasco du « sommet » européen de Copenhague et le vide de la conférence de presse présidentielle, les dérobades du gouvernement sur son projet de loi sur l'avortement, tout cela aggrave **les déchirements de la majorité** .

« L'Unité » peut donc conclure, après l'unanimité retrouvée du P.s. à son congrès extraordinaire de Bagnolet sur l'Europe (n° du 21 décembre) : « Il reste beaucoup à faire, face aux menaces de toutes sortes... Des millions d'hommes et de femmes mettent aujourd'hui leur espoir dans l'avènement en France d'une démocratie socialiste qui deviendrait un exemple pour un monde en plein désarroi » (n° du 28 décembre).

Voilà, conclut le rapporteur. Pour l'explication de certaines notions devenues aujourd'hui incompréhensibles (guerre, famine, etc.) je vous renvoie à la capsule « Dictionnaire du parler pré-galactique ». Et je vous invite à tirer vous-mêmes de cette année 1973 les enseignements d'avenir que les rédacteurs de « l'Unité » n'avaient pu qu'imparfaitement dégager. Car comment auraient-ils pu prévoir dans le détail que l'année 1974 allait être tellement, tellement importante ? »

SERGE RICHARD

changer la vie sociale et économique

SIMCA EN ROUE LIBRE

Arrêt de l'embauche et réduction d'horaire chez Simca-Chrysler, à Poissy : à partir de mercredi, l'horaire de travail hebdomadaire diminue d'une heure. De plus, le personnel qui part ne sera pas remplacé. Et on « encourage » beaucoup au départ certaines catégories de personnel, comme les travailleurs immigrés : des travailleurs marocains ont été « invités » à regagner leur pays pour quatre mois au moins. Pour les syndicats, il n'y a jamais eu chez Chrysler-France autant de licenciements individuels qu'en ce moment. Une fois de plus, la crise du pétrole sert à bien des choses...

PATRONS HOMICIDES

Un jugement qui devrait faire date : celui rendu dernièrement par le tribunal de grande instance de Lyon.

En octobre 1972, un ouvrier est mortellement blessé sur un chantier : l'ossature métallique d'un bâtiment en construction s'est effondrée. Le chef de l'entreprise et le chef de chantier sont poursuivis pour homicide involontaire et infraction au code du travail. Le tribunal a estimé que le chef d'entreprise n'avait effectivement pas respecté les règles de sécurité, et l'a condamné à 13 000 F d'amende et 3 mois de prison ferme. Il est rare que les tribunaux rendent de telles sentences. Le fait même qu'on pense à souligner cette condamnation montre bien comment fonctionne la Justice...

VICTOIRE A TROYES

Le gouvernement n'a pas voulu d'un nouveau Lip. Aux Etablissements Lebocey, à Troyes, 800 employés (ouvriers, techniciens et cadres) ont lutté pour garder leur emploi. Et ont gagné. Ils craignaient que leurs patrons ne cèdent l'entreprise à un trust américain, et tout laissait présager une fermeture de l'usine. Devant leur action, le pouvoir a cédé : les 800 travailleurs ont obtenu le maintien de leur emploi, la garantie des avantages acquis, et le paiement de la moitié des heures de grève. Une nouvelle preuve — s'il en était encore besoin — de l'importance que prennent les luttes pour l'emploi.



DES CHAUSSEURS MECONTENTS

« On peut à la fois lutter contre l'inflation et sauvegarder l'emploi ». Ce n'est pas un syndicaliste qui parle ainsi, mais un des leaders du groupe Entreprise et Progrès — l'aile « gauche » du patronat — José Bidegain. Il s'exprime au nom des fabricants de chaussures qui, à leur tour, se jugent victimes des mesures de taxation imposée par le gouvernement. Ils estiment en outre que ces mesures risquent d'amener du chômage. Déjà, dans la plupart des entreprises — qui au total emploient 69 000 ouvriers — les horaires de travail ont été ramenés de 45 heures à 40 heures par semaine. Ils passeront début janvier à 32 heures.

Pour faire céder le gouvernement, les fabricants de chaussures, qui réclament une taxation modulée, entreprennent une campagne anti-inflation : depuis mercredi, des affiches jaune et rouge : « Stop à la vie chère, sauvetage de l'emploi ». sont placardées dans 15 000 points de vente, où un rabais de 10 % doit être fait sur 10 modèles courants. « Simultanément, ajoute Bidegain, nous demandons la convocation de la commission paritaire de l'emploi, qui réunit patrons et salariés. »

PAS D'EPOUVANTAIL

Y a-t-il, oui, ou non, une crise ? Les résultats d'une enquête de l'Insee sur la conjoncture industrielle pour octobre donnent quelques éléments qui ne justifient en rien le vent de panique actuel : la tendance récente de la production est la hausse, le niveau des stocks est stable, les carnets de commande continuent à être bien garnis — même la demande étrangère reste stable. Prévisions : les prix vont continuer d'augmenter (!) et on prévoit une baisse de la production. La situation varie, évidemment, selon les secteurs : dans la sidérurgie et la chimie, les capacités de production sont proches de la saturation ; dans l'habillement, la production n'augmente plus. Un fléchissement donc, mais pas l'épouvantail que certains patrons prennent plaisir à agiter.

EMPLOI EN BAISSE

Si le nombre de demandes d'emploi a un peu diminué pendant le mois de novembre — 416 200 fin novembre contre 423 300 fin octobre — il ne faut pas en conclure que tout va bien. Le nombre des offres d'emploi a lui aussi diminué : il est passé de 279 000 (fin octobre) à 254 100 (fin novembre). Et les Assedic n'ont jamais payé autant d'indemnités de chômage qu'en ce moment. Des « détails » inquiétants.

LE PRIX DE LA SANTE

Le prix de la santé va encore augmenter : c'est ce qui ressort du projet de budget de l'Assistance publique. Le prix de la journée dans un hôpital parisien va coûter environ 12 % plus cher. Quelques exemples : en médecine spécialisée, le prix de la journée va passer de 334 F à 374 F, en médecine générale de 215 F à 243 F, en chirurgie hautement spécialisée de 623 F à 713 F. Les élus de gauche ont demandé qu'aucune nouvelle augmentation ne soit supportée par le malade. Suggestion rejetée par la majorité du Conseil de Paris. Bien entendu...

PROGRAMME ET PLATEFORME

Deux heures et demie de discussion très ouverte, un communiqué de deux pages ont souligné l'importance de la rencontre entre le P.s. et la C.f.d.t. le lundi 17, Cité Malesherbes. Les exposés de François Mitterrand et Edmond Maire ont fait ressortir beaucoup de réflexions communes sur la situation sociale, économique et politique. Le premier secrétaire du P.s. a cependant précisé qu'il n'entendait pas remettre en cause le programme commun auquel ne saurait se substituer la plateforme partis de gauche — syndicats que la C.f.d.t. doit, en principe, proposer à l'issue de son Conseil national de fin janvier. Le P.s. n'en a pas moins confirmé sa participation aux prochains colloques sur l'autogestion organisés par la C.f.d.t.

GORSE VEUT FILTRER

Comment s'étonner des campagnes racistes qui sévissent de plus en plus dans les entreprises, alors que le ministre du Travail, parlant du recrutement des travailleurs étrangers, lance des appels à la prudence ? Tout en déclarant qu'il n'envisage pas, dans l'immédiat, d'interdire l'entrée des étrangers en France, Georges Gorse déclarait le 19 décembre, au quotidien « les Echos » : « Il n'y a rien d'anormal à annuler quelques contrats de recrutement projetés concernant des personnes qui ne sont pas encore en France. » Le ministre du Travail a aussi déclaré aux membres du Syndicat national du béton armé : « Je crois devoir vous inviter à la prudence dans le recours à l'introduction de nouveaux travailleurs étrangers au cours des prochains mois... On ne peut pas trop facilement recourir à la main-d'œuvre étrangère sans que cela ait des inconvénients pour la communauté nationale et les étrangers eux-mêmes. » C'est clair.

Conditions de travail

LA BEAUTE DES AUTRES

L'arc-en-ciel dans vos cheveux : 7 500 flacons à l'heure pour cinq ouvrières.

Votre beauté, madame : tout un programme. Il commence dans des fûts métalliques ou des barils de plastique, empilés le long d'une voie ferrée, dans un décor triste et gris : l'usine de l'Oréal, à Aulnay-sous-Bois, par exemple.

A vrai dire, cette vision peu engageante est réservée au personnel, derrière l'usine. Du côté qu'on ne visite pas. Car l'Oréal organise et défend sa propre image de marque. Tous les jours ou presque, des cars amènent des groupes de visiteurs et tout est fait pour leur rappeler qu'ils sont ici dans une fabrique de produits de beauté. On les accueille dans un hall spacieux, agrémenté de bacs de plantes, d'un bassin. Des haut-parleurs diffusent une musique douce. Plusieurs groupes de fauteuils confortables invitent à la détente. On se croirait presque dans une agence de voyage ou dans la salle d'attente d'un institut de beauté. Dehors, des pelouses, quelques arbres disséminés entre les ateliers de la fabrication et du conditionnement, les services administratifs et les laboratoires. Dans les allées, des employés vont, viennent, arrivent, repartent, se promènent ou se dépêchent.

La relève d'une équipe ? Pas du tout. Alors, l'anarchie ? Encore moins. L'horaire flexible, tout simplement. Une expérience commencée en mars 1972 et définitivement mise en place il y a trois mois chez l'Oréal. Les salariés ne sont plus astreints à des horaires fixes et réguliers. Pourvu qu'ils soient à leur poste de 10 h à 16 h et qu'ils totalisent 160 heures de travail à la fin du mois, ils ont toute liberté pour organiser leur horaire entre 7 h et 19 h. « Finies les réprimandes pour 5 minutes de retard », explique un employé du service administratif. Une chimiste poursuit : « Je viens tôt le matin. Comme ça, je suis à la maison quand les gosses rentrent de l'école. » Les couche-tard redécouvrent le plaisir des soirées-cinéma en semaine, sans avoir l'angoisse du réveil à 6 h du matin. Ceux qui préfèrent « se débarrasser de leur boulot » peuvent gagner une demi-journée de repos supplémentaire chaque mois, s'ils ont fait leur compte d'heures. Pas mal... Pas mal du tout. La preuve : ceux et celles qui ont fait l'expérience de l'horaire flexible ne voudraient plus — pour rien au monde — revenir aux pointages fixes, à l'angoisse de l'heure, aux courses pour ne pas arriver deux minutes en retard.

Mais... Car il y a un mais. Derrière ces beaux locaux et cette belle organisation se cache une autre réalité. L'horaire flexible est réservé aux cadres, aux employés des laboratoires et des bureaux. A la fabrication et au conditionnement, c'est toujours la chaîne, astreignante et abrutissante. La bonne vieille chaîne traditionnelle avec ses cadences, ses exigences, sa parcellisation des tâches, et sa monotonie à mourir d'ennui. Et ici, pas de décoration. Un immense hangar. La-haut, à gauche, la fabrication, avec ses cuves de 500 à 5 000 litres et toute leur batterie de mélangeurs, de batteurs... Et ça fume. Toute la journée, pour la beauté de vos cheveux, madame, des ouvriers travaillent dans la vapeur moite des alcools gras en fusion. Avec un peu de teepol par-ci, et des produits « top-secret » par-là, ils fabriquent vos champoings Dop, Pelli-Traital ou Flip-Flap.

Dans un coin, trois bonbonnes emmaillotées dans une armure de paille et de jonc tressé : dessus, le label « dangereux » s'inscrit en grosses lettres rouges.

Le secteur le plus dangereux et le plus pénible est celui où se manipulent toutes les poudres. D'abord elles volent dans l'air. En permanence, les travailleurs s'emplissent les poumons de ces mélanges âcres à l'odorat. Et ça ne fait bien sûr pas partie des maladies professionnelles répertoriées par la Chambre patronale de la chimie. Chez vous, elles deviendront du shampoing sec ou de la poudre de bain. A l'usine, dans les poubelles où elles se mêlent indifféremment, ces poudres donnent parfois des mélanges détonants — qui s'enflamment par réaction chimique.

Dans l'atelier des shampoings colorants, les ouvriers évoluent dans les effluves d'ammoniaque : les allergies cutanées sont nombreuses. Pour les ouvriers, il n'est pas question de vérifier leurs réactions aux effets secondaires du produit, comme l'étiquette du produit le recommande aux utilisateurs.

Désormais des grèves

Et puis il y a ceux qui travaillent dans le secteur des parfums. « C'est, bien sûr, un sujet de plaisanterie entre nous, reconnaît une ouvrière, car les types sont complètement imprégnés de ces odeurs. Elles collent à la peau ». En fait, c'est très pénible. Un délégué reconnaît qu'il supporte mal cette atmosphère lourde, chargée de plus de 2 000 effluves différents, du jasmin à la rose, sans oublier la lavande.

En dessous de la fabrication, au milieu de ce hangar, le conditionnement : 500 femmes sur 32 chaînes. Avec simplement un homme ou deux pour la manutention, en bout de chaîne. D'un côté, les canalisations qui transbordent les produits fabriqués là-haut, de l'autre côté, descendent sur des tapis les cartons d'emballage. Et, sur leur chaîne, elles remplissent, elles bouchent, elles capsulent, elles étiquettent, elles répartissent dans les cartons. Toute la journée.

Toutes les femmes les connaissent, les petites bouteilles de verre brun de Colorelle pour donner à leurs cheveux la teinte de leurs rêves. Pour les 11 ouvrières de la chaîne et pour l'homme tout au bout, « Colorelle », cela veut dire 8 200 bouteilles à l'heure. 8 200 de 8 h à 9 h. Et encore 8 200 de 9 h à 10 h. Et toujours 8 200 de 10 h à 11 h. De même jusqu'à 18 h avec une heure pour déjeuner et 15 minutes de pause.

Et Récital, l'arc-en-ciel dans vos cheveux : 7 500 flacons à l'heure pour cinq ouvrières. Et Minivague, qui fait onduler votre coiffure en souplesse : 6 000 bouteilles à l'heure pour 11 ouvrières et 2 hommes.

6 000 à l'heure, avec un coup de pédale toutes les 18 bouteilles pour actionner les 18 embouts remplisseurs. Et 6 000 bouchons verseurs à l'heure. Et 6 000 étiquettes. Et pendant les 39 heures de la semaine, c'est toujours 6 000 fois le même geste idiot, abrutissant. Un chiffre à donner le vertige. Il ne faut pas s'étonner non plus qu'il y ait 20 % d'absentéisme permanent dans ce secteur.

Pourtant, elles ont l'habitude, les ouvrières de l'Oréal. Souvent, elles sont entrées à 18 ans dans l'entreprise, quelquefois parce que leur mère y travaillait déjà. On l'a calculé : leur moyenne d'âge tourne autour de 45 ans et la moyenne d'ancienneté oscille entre 15 et 17 ans. L'Oréal, c'est un peu « leur maison », comme elles disent. Vu l'absence de réel militantisme syndical avant 1968, on a forcément, après 17 ans de boîte, l'esprit « maison ». Ce qui n'est pas fait pour déplaire à la direction. Et lui permet, surtout, de mener une « politique sociale avancée » à sa guise, sans empêcheurs de tourner en rond.

Une des cartes majeures de la panoplie sociale de l'Oréal : l'importance accordée à la formation permanente. L'entreprise va même jusqu'à financer un centre de formation à Fontainebleau, le Cedep, avec deux ou trois autres sociétés qui se disent socialement aussi avancées, comme B.s.n. ou Gervais-Danone, la firme d'Antoine Riboud.

Chez l'Oréal, rien ne se perd. Surtout pas la formation, organisée avant tout par l'entreprise pour l'entreprise. Un chiffre révélateur : 62 % de la formation est réservée aux cadres. 20 % seulement aux employés, et le reste aux ouvriers ! Autrement dit, quand on entre ouvrier à 1 287 F au conditionnement, ou même à 1 130 F à la manutention, on y reste jusqu'à sa retraite. Et pour mieux faire passer la pilule, on la dore, avec un mois et demi de prime très judicieusement donnée à certaines périodes de l'année. Il y a aussi la fête des anciens, avec remise de médailles et félicitations de Mme Bettencourt — la femme d'André Bettencourt, ancien ministre — qui, avec ses 41 % d'actions, participe aussi au programme social de la maison.

Oui mais voilà, ça n'est plus ce que c'était. Depuis 1968, l'implantation syndicale est plus forte. Et avec cette nouvelle activité syndicale on ne sait jamais à quoi s'attendre. Il vient d'y avoir une série de grèves dans plusieurs secteurs de l'usine. Courtes, certes, mais révélatrices d'une prise de conscience. Les travailleurs sont las de cette direction qui se dit sociale tant qu'ils ne mettent pas en avant leurs propres revendications. Las de cette image de marque qui cache la réalité de leurs chaînes. Maintenant, ils connaissent trop bien le prix de cette beauté en flacons. Les patrons de l'Oréal aussi : le groupe a vu ses bénéfices augmenter de 25,2 % pour les trois premiers trimestres de l'année 1973...

CHRISTINE COTTIN

Irlande

IT'S A LONG WAY

Tant que ce pays sera une colonie, aucune solution ne sera possible. Il existe en Irlande du Sud une petite ville nommée Tipperary. Les Britanniques devraient le savoir : « It's a long way ».

De notre envoyé spécial

C'est entendu : la guerre civile est terminée en Irlande du Nord. Ca n'a certes pas été sans mal, mais la patience britannique est venue à bout de l'agitation irlandaise. Bien entendu, les « extrémistes » de l'Ira « provisoire » n'ont pas renoncé, puisqu'ils ont, la veille de Noël encore, jeté des bombes faisant notamment 3 morts à Newry (Irlande) et 9 blessés à Londres. « Péripéties »! Il n'en reste pas moins qu'au terme d'un processus plutôt laborieux, Westminster peut chanter victoire...

Le 28 juin 1973, l'Irlande du Nord élisait ses représentants au Parlement provincial (le « Stormont »), en application d'un plan élaboré... en septembre 1972. Il sortait des urnes une majorité « modérée ». La majorité relative allait aux « unionistes » de Brian Faulkner — protestants naguère extrémistes, devenus subitement « modérés » — le second parti étant le Parti travailliste social démocrate (S.d.l.p.) de Gerry Fitt (catholique très modéré), tandis que les autres sièges allaient à divers groupuscules protestants extrémistes. En toute démocratie, l'Ira « provisoire », interdite, n'avait pu faire campagne.

Tout venant à point à qui sait attendre, il ne fallut pas moins de cinq mois de palabres pour que, le 22 novembre, un gouvernement de coalition unionistes - S.d.l.p. soit formé. Enfin, voici quelques jours, une conférence comprenant des représentants du nouveau gouvernement, du gouvernement de Dublin et du gouvernement anglais se réunissait à Sunningdale pour mettre au point les modalités de fonctionnement d'un Conseil de l'Irlande, aux attributions les plus vagues, chargé de discuter des affaires « d'intérêt commun » entre le Nord et le Sud.

Sur ce, sonnez trompettes, battez tambours : la paix est revenue. La preuve ? On la trouve en lisant la presse française : à Belfast, les ménagères vont en foule acheter cadeaux et victuailles pour les fêtes de fin d'année. Démonstration inattaquable, et qui a le mérite de n'être pas nouvelle : elle a servi pour le Vietnam, l'Angola, la Guinée-Bissau... Elle servira encore.

Mais des indices laissent à penser que l'optimisme officiel est, en réalité, plus nuancé qu'il n'y paraît. Bien sûr, la population, dit-on, suit les modérés ; c'est sans doute pour cela que 63 catholiques ont été libérés de la prison de Maze (à Belfast) tandis que 700 autres restaient détenus, pour leur second Noël, au camp de concentration de Long Kesh.

Incontestablement, les fouilles, les brutalités, les meurtres sectaires, les arrestations arbitraires qui se multiplient depuis des années traumatisent profondément la population catholique. A force de devoir se battre à chaque instant, elle a modifié passablement ses attitudes et sa mentalité. Changement imperceptible à quiconque ne voit « le peuple » que par la fenêtre de sa chambre du Belfast Europa hôtel. Changement tout de même. Et profond.

Il faut avoir vécu, par exemple, entre le 5 et le 12 août 1973, la semaine anniversaire du rétablissement arbitraire des internements en Irlande du Nord (9 août 1971, 4 heures du matin), pour comprendre ce que cela signifie. Ce n'est pas partout qu'on voit, sous une pluie battante, les gens sortir de chez eux, dans les ghettos catholiques, à trois heures du matin, munis de casseroles et de couvercles de poubelles, pour défiler en reproduisant l'infernal tintamarre qui, en 1971, avait donné l'alerte. Ce n'est pas partout que l'on voit, de même, 10 000 personnes participer, comme le 12 août dernier, à une marche de 9 km en sachant fort bien qu'au bout, il y a les soldats britanniques, l'arme au pied.

Mais il y a aussi le quotidien. Par exemple, cette grève des loyers et des impôts, qui dure, à Derry et surtout à Belfast, depuis des mois et des mois — sans que les Britanniques y puissent rien, car il est exclu d'user des représailles habituelles sans provoquer d'émeute. La grève des impôts est générale, celle des loyers est, plus particulièrement, le fait des (nombreux) chômeurs. Et il y a aussi celle des échéances ; le raisonnement est le suivant : « J'ai besoin de meubles. Si je travaillais normalement, je pourrais me les payer. La discrimination dont je suis l'objet m'empêche de trouver du travail. J'achète donc mes meubles à crédit, et ne paie pas les échéances. Pas de danger de voir les hommes de loi se présenter : ils savent comment on les recevrait ! » Et l'on vous dit cela tout simplement, sur le ton de la conversation, entre deux gorgées de thé.

Mais l'on peut constater mieux. Il est arrivé à bien des gens, en France, au milieu des bousculades d'une manifestation, de voir arriver une motocyclette ou une camionnette ; on s'écarte pour laisser le passage ; si ce sont les forces de l'ordre, on reflue précipitamment. Mais à Belfast, en mars, quand les blindés britanniques ont écrasé un enfant, qu'ont fait les femmes présentes ? Elles se sont disposées calmement en cordon pour faire face aux automitrailleuses et les arrêter.

Le Français philosophe qui, du haut de ses lumières, a vu tout cela, se sent en droit de déclarer que ces catholiques irlandais ne sont décidément pas des gens « comme tout le monde » — c'est-à-dire pas comme lui.

De fait, c'est vrai. Ils ne vivent pas de la même façon. Vous êtes, par exemple, chez quelqu'un avec beaucoup d'autres qui, manifestement, ne sont pas ce qu'en France nous appelons des « proches ». L'un des assistants se lève pour aller préparer le thé. Comme chez lui. Seulement, il n'est pas évident qu'il soit chez lui. En revanche, il fait partie de la communauté. Et cela suffit.

Communauté, c'est le mot clé. Un mot qui, à bien des égards, a perdu toute signification dans nos H.l.m. Les gens ne se sentent jamais seuls. Un homme est-il arrêté, puis interné ? Voilà sa femme aussitôt assistée, d'abord par les familles, et ensuite par les voisins. Evidemment, cela aide singulièrement à passer les caps difficiles et à garder le moral. Telle femme va au camp de Long Kesh visiter son mari interné. Un gardien croit indispensable de lui proposer de lui rendre visite pour partager son thé : « Avec plaisir ! Cela me permettra de te couper en morceaux. Et ça fera le meilleur thé de ma vie ! »

Des traits de cette veine-là, on pourrait en citer des centaines. Dans les ghettos, la plupart des hommes sont chômeurs. En France, ils seraient des pauvres honteux, se démèneraient pour trouver du travail et raseraient les murs, désespérés. Rien de pareil chez les catholiques d'Irlande du Nord. Bien sûr, les hommes préféreraient travailler, ne serait-ce que pour éviter à leurs femmes et à leurs filles d'être employées comme vendeuses à Woolworth (Prisunic) à 7 livres (75 F) par semaine. Mais ils n'ont pas honte d'être chômeurs, parce qu'ils savent parfaitement qu'ils ne peuvent pas créer eux-mêmes les emplois dont ils ont besoin ni s'attribuer des postes réservés aux ouvriers « loyalistes » (protestants). Ils se savent des victimes, luttent de différentes façons contre cet état de choses et conservent fierté et dignité. Même les plus timorés n'envisagent pas l'éventualité d'aller abjurer le catholicisme et faire des ronds de jambe devant les fonctionnaires « unionistes » — membres du Parti unioniste, qui regroupe les « loyalistes » et dirige l'Irlande du Nord depuis sa création, en 1921.

La plupart des observateurs ont noté cette fierté de la population des ghettos catholiques de Derry ou de Belfast. Mais, au lieu d'épiloguer sur le « caractère indomptable de la race celte », beaucoup auraient mieux fait d'expliquer que la situation actuelle ne s'est pas créée toute seule. Il a fallu nombre d'épreuves pour en arriver là. Et c'est bien







pour cela qu'un retour en arrière est tout à fait improbable.

Il a eu une époque, entre 1925 et 1967, où les catholiques d'Irlande du Nord n'osaient pas relever la tête. Bien sûr, ils n'en pensaient pas moins, et n'allèrent jamais jusqu'à se mettre au service de la bourgeoisie unioniste. Celle-ci, d'ailleurs, ne demandait rien moins. Pour dominer l'homme de la rue protestant, il lui fallait le privilégier par rapport à son homologue catholique, et donc tenir ce dernier à l'écart : diviser pour régner, la recette est éternelle. Ici, elle fut poussée jusqu'à son comble. On refusait systématiquement le travail ou le logement aux catholiques. Les dirigeants unionistes — une bande de hobereaux engagés dans des trafics occultes de bétail et d'alcool avec l'Irlande du Sud — réprimaient avec férocité toute velléité catholique de résistance. Lord Brookeborough, Premier ministre provincial de 1943 à 1963, se vantait de n'avoir jamais reçu en audience ni un catholique ni un syndicaliste. Il faisait encore moins bon qu'aujourd'hui être « papiste » en Irlande du nord.

Au bout du compte, les catholiques n'eurent plus qu'un moyen (individuel) de s'en sortir : faire des études, en quoi ils réussirent brillamment. Aussi, dans les années 1966-1968, moyens bourgeois et intellectuels catholiques, possédant le savoir nécessaire, purent se mettre à étudier scientifiquement la discrimination dont leur communauté était victime. Et ce qu'ils constatèrent dépassait leurs pires attentes. Ici, à Enniskillen, sur 7 000 logements construits en 20 ans, on en avait attribué... une douzaine à des catholiques. Là, aux chantiers navals de Belfast, sur 12 000 ouvriers, il y avait... 500 catholiques. Dans les quartiers protestants, le chômage atteignait 3%, mais 43% à Andersonstown, le faubourg catholique le plus étendu de Belfast. Et tout ainsi.

Après la scission de l'Ira

Du coup, bourgeois et intellectuels catholiques plus ou moins radicaux fondèrent la Nicra (association pour les droits civiques en Irlande du Nord) et organisèrent, en 1968 et 1969, de pacifiques démonstrations qui attirèrent les foules. Dans la pensée de tout le monde, à l'époque, la simple dénonciation de la discrimination amènerait l'adoption de mesures susceptibles d'y mettre fin.

C'était oublier que le petit peuple protestant, chauffé à blanc par les unionistes extrémistes, réagirait violemment. Comment, on attaquait les privilèges que sa loyauté inébranlable envers la Couronne lui avait acquis ! De fureur, les bandes armées protestantes, ainsi que les policiers supplétifs (B Special), se jetèrent, en août 1969, sur les ghettos catholiques de Derry et de Belfast, tuant plusieurs personnes en créant une terrifiante atmosphère de pogrome.

Attaqués, désarmés, pratiquement pas organisés militairement, les catholiques

→

IT'S A LONG WAY

→

passèrent de bien vilains moments. Pour résister, ils se tournèrent vers l'Ira.

A cette date celle-ci, la vieille et glorieuse Armée républicaine irlandaise, n'était plus guère qu'un groupuscule ayant perdu le plus clair de son autonomie et de ses forces... Il lui fallut, dans la bousculade et la précipitation, organiser la défense. Cette tâche fut suffisamment menée à bien pour que l'armée inspire de nouveau confiance, puisse recruter en masse, entraîner des hommes et reformer de pied en cap la fameuse « Belfast brigade », puis, même, la brigade de Derry.

Au lendemain des événements d'août 1969, le gouvernement travailliste d'Harold Wilson avait expédié des soldats pour maintenir la paix entre les deux communautés. La troupe ne joua cependant ce rôle qu'un moment. Sous la poussée des éléments extrémistes, le Parti unioniste majoritaire au Stormont (Parlement provincial) remplaça comme Premier ministre l'hésitant Chichester Clark par un extrémiste notoire, Brian Faulkner, qui joue à présent les modérés. Faulkner tira parti du remplacement de Wilson par Edward Heath pour faire de l'armée « pacificatrice » une auxiliaire de son propre pouvoir, chargée par exemple d'opérer les arrestations arbitraires d'août 1971. Depuis, cette armée est allée jusqu'à siéger aux côtés de délégués de l'organisation protestante fascisante U.d.a. lors de négociations avec la communauté catholique du faubourg de Leenadoon, en juillet 1972.

Mais, en agissant ainsi, Heath et Faulkner démontraient d'une part leur collusion et, d'autre part, que la Grande-Bretagne, aujourd'hui comme hier, était en Irlande une puissance étrangère. Instantanément, la lutte politique pour des objectifs sociaux (les « droits civiques ») se trouva doublée d'une lutte nationaliste contre la présence britannique, pour la destruction des institutions provinciales du Stormont et pour la réunification de l'île. Ce qui rejoignait la tradition républicaine, mais provoqua aussi une scission au sein de l'Ira.

Cette scission même, opérée dans une passable confusion chez les militants de base, obligea les deux côtés à mieux définir leurs objectifs. Tandis que l'Ira « officielle » mettait l'accent sur la lutte sociale pour les droits civiques, l'aile « provisoire » — la plus militante et la plus suivie — organisait la lutte armée contre la présence britannique. Cependant cette dernière dut également élaborer un programme politique — création d'une fédération des quatres provinces d'Irlande — un programme économique et social — proche de celui du P.s. français — et une stratégie, qui avaient toujours fait cruellement défaut au mouvement républicain. Après avoir passé deux ans à s'organiser puis, en raison de la répression, à se réorganiser de façon décentralisée, l'Ira provisoire, ne serait-ce que pour conserver avec la population une symbiose absolument indispensable, a entrepris depuis fin 1971 des campagnes d'agitation politique, des programmes de coopératives de quartier et de « banques » populaires. Car cette insertion dans la population est devenue pour l'Ira provisoire une nécessité vitale. Les autorités frappent en effet à coups répétés. Et dur.



« Dehors les cochons anglais » à l'entrée du quartier catholique.

A la gégène

La répression est d'une brutalité qu'on ignore d'autant plus volontiers en France que notre pays y a sa part de responsabilité — c'est en France que s'entraîne une fraction de l'Armée britannique. C'est une banalité de vanter la démocratie à l'anglaise. Force est cependant de constater qu'elle n'a jamais traversé le canal Saint-Georges. Depuis 1922, l'Irlande du Nord vit sous le régime du Civil authorities (special powers) Act, qui autorise, en tout libéralisme, l'internement arbitraire illimité, les perquisitions sans mandat, les arrestations à toute heure, les jugements sans production de témoins à charge, etc. Plus de 1 500 personnes sont de la sorte détenues sans jugement ni limitation de durée. Une perquisition de la troupe laisse les fauteuils éventrés, les tiroirs vidés, les rideaux déchirés, les bouteilles cassées, sans préjudice de ce qui a « disparu ». Dès qu'une personne est arrêtée, on l'interroge. Naturellement, l'habeas corpus a été laissé au vestiaire : les interrogatoires durent de 48 à 200 heures, entrecoupés de tabassages, de brûlures de cigarette, de passages à la gégène, de bruits infernaux dans les oreilles, de torsions de testicules, sans parler des habituelles grossièretés, qui autorisent à parler de racisme anti-irlandais.

Encore ne sont-ce là que les moyens de pression les plus visibles. Les services secrets britanniques en ajoutent d'autres, fort efficaces, d'une espèce bien différente.

C'est ainsi qu'il était une fois deux frères bien sympathiques qui vivaient en Irlande du Sud, où le gouvernement est pratiquement de plus en plus inféodé aux intérêts britanniques, malgré qu'il en ait. Leur nom : Littlejohn (Petitjean) fleurait bon le terroir anglais. Ils étaient « dans les affaires ». De bien braves gens.

Fin du premier tableau. Un beau jour, tout ce monde s'envole... en Angleterre. On apprend alors que les deux frères, familiers du Tout-Dublin et connus aussi du ministre britannique de la Défense, lord Carrington, sont recherchés pour le cambriolage d'une banque : 72 000 livres.

Troisième épisode : les frères Littlejohn voguent vers Baile Atha Cliath (Dublin). Cependant, un individu parcourt le même chemin... dans le sens inverse. Il s'agit de Wyman, membre important de l'Intelligence Service, pris à Dublin la main dans le sac par des agents irlandais peu compréhensifs. Curieux, cet échange...

Acte quatre : de retour à Dublin, les deux frères « se mettent à table ». Ce sont des agents anglais. Ils devaient, après le cambriolage, l'imputer à l'Ira, puis enlever et assassiner un dirigeant de celle-ci et faire croire qu'il avait disparu avec l'argent volé. On parle aussi d'un meurtre près de la frontière, d'agressions inexpliquées, d'explosions meurtrières propres à indigner les foules, et dont les deux Ira avaient dénié la paternité, de vols de petits commis : tout un sale travail ayant pour objet de discréditer, au Nord, au Sud, et en Grande-Bretagne, les républicains irlandais. On parle aussi du meurtre d'un des leaders de l'U.d.a. qui était de plus en plus hostile aux Britanniques. Il est probable que les bombes qui ont, il y a trois mois, secoué Londres avaient la même origine : l'Intelligence Service.

Mais il y a mieux. En 1971 fut fondé à Belfast un Institut de recherches sur l'Irlande du Nord, composé d'universitaires philan-

thropes et financé par les lessives Ariel, les chocolats Cadbury, le Conseil mondial des Eglises et la Sodepax (Vatican) : un bien curieux cocktail ! Ces honnêtes chercheurs sociaux entreprirent de mener une « enquête scientifique » sur, entre autres, le chômage à Andersonstown. Ils purent ainsi mettre en fiches 1 500 familles — un travail dont toute police serait fière, mais qu'aucun agent, dans un ghetto catholique nord-irlandais, n'aurait jamais pu mener à bien. Aux dernières nouvelles, ces éminents universitaires donnaient des cours élémentaires de marxisme aux gens désireux d'en connaître. Un marxisme bien spécial, entièrement démobilisateur. Au reste, dénoncée par les républicains, cette officine a fermé ses portes.

Trompe - l'œil

S'ils ne sont pas très regardants sur les moyens, les Britanniques ont leurs raisons, impératives. Ils désirent conserver la province, mais voudraient bien en finir avec l'occupation militaire qui leur dévore un million de livres par jour et fait baisser le moral de leur armée — où les recrutements ont, en un an, diminué de 48%. C'est pourquoi il ne leur reste qu'une solution. Compliquée, car il leur faut, d'une part, donner à la foule et au monde l'illusion d'une progressive normalisation ; et, d'autre part, réprimer. La répression est d'ailleurs la condition de la « normalisation », dans la mesure où c'est en arrêtant les catholiques « radicaux » qu'on peut permettre au S.d.l.p. de passer les compromis boiteux qu'il accumule avec Faulkner et Heath. Dans ces conditions, les quelques libérations intervenues le 20 décembre ne constituent qu'un trompe-l'œil.

De surcroît, le Pouvoir nouveau-né de Fitt et Faulkner n'a pas encore commencé à diriger les affaires que déjà les problèmes se multiplient à son horizon. La fermeture des chantiers navals de Belfast, qui interviendra forcément dans la période à venir, va « libérer » 12 000 travailleurs — sans parler des sous-traitants — en majorité protestants. La tradition veut, en Irlande du Nord, que les protestants ne chôment pas. Les quartiers catholiques vont donc voir augmenter un sous-emploi déjà effrayant. La récession générale qui s'annonce en pays britannique va multiplier les difficultés. Le problème de la sécurité de la population catholique est plus dramatique que jamais, et l'efficacité de la police demeure nulle : il y a au moins un meurtre par semaine.

Comment serait-il possible que, dans ces conditions, l'Ira « provisoire » ne continue pas à recruter, et d'imaginer le retour d'une réelle stabilité en Irlande du Nord ? Tant que ce pays sera une colonie et que les gens ne pourront pas régler leurs affaires entre eux, aucune solution n'est possible.

Il existe en Irlande du Sud une petite ville nommée Tipperary. Les Britanniques devraient le savoir : « It's a long way... »

JEAN-PIERRE MOULINS

Espagne

LA GUERRE N'EST PAS FINIE

50 kilos de plastic éliminent l'exécuteur testamentaire du Caudillo. Tous les clans du régime lui ont aussitôt cherché un successeur.

Un tunnel, 50 kg de plastic, un détonateur commandé à distance et l'effet de charge creuse : il a suffi de cela pour que meure, le 20 décembre, à 9 h 45, dans une rue de Madrid, le chef du gouvernement espagnol, l'amiral Luis Carrero Blanco. C'est la première fois depuis la fin de la guerre civile que des militants de l'opposition parviennent à éliminer une personnalité du Pouvoir.

Lors d'une conférence de presse clandestine, tenue à Paris, dans la nuit de jeudi à vendredi 21 décembre, des militants de l'Eta ont précisé les modalités de cette opération. Une véritable opération de commando menée à bien par les hommes du Front militaire de « l'organisation séparatiste basque ».

Il y a tout juste un an, l'Eta décidait de lancer une action contre l'amiral Carrero Blanco. Il s'agissait d'abord d'enlever l'amiral, puis de négocier la libération des prisonniers politiques que le régime détenait ça et là. L'idée était séduisante mais trop risquée. Les hommes de l'Eta songèrent ensuite à un attentat sous la forme du mitraillage du véhicule qu'empruntait chaque matin le vice-président du Conseil pour se rendre à ses bureaux. Cette hypothèse fut finalement repoussée : elle était trop coûteuse en vies humaines. Mais dès cette époque, les hommes du commando avaient repéré le trajet quotidien que suivaient chaque matin sa voiture et son escorte policière : du domicile privé de l'amiral Carrero Blanco à l'église des Jésuites où il assistait 365 jours par an à la messe et, de là, au siège du gouvernement par la Calle Claudio-Cuelho.

Justement, il y avait dans cette rue une boutique à louer. Les hommes du commando s'y installèrent. Ils devaient s'y livrer à la sculpture. En fait, il s'agissait de creuser un tunnel sous la route. Ce qui fut fait et bien fait à la faveur de travaux de voirie. Ils y déposèrent des charges explosives et un système très élaboré de détonateurs commandés à distance.

→



LA GUERRE N'EST PAS FINIE



Sur les lieux de l'attentat, à Madrid.

Tout fonctionnera parfaitement, sauf la police espagnole pour une fois complètement prise en défaut. Et pourtant, elle ne manque ni de moyens ni de tortionnaires. Samedi, la police espagnole rendait publique une liste de six hommes et de six photos. Ce sont les membres de l'Eta qu'elle soupçonne. Elle a même accusé ces hommes de s'entraîner dans le Sud de la France. Comme si on s'entraînait pour commettre un meurtre politique ! Mais cela n'a guère d'importance : les filières d'évacuation ont très bien et très rapidement fonctionné. Les militants de l'Eta qui ont fait le coup sont certainement loin. Et bien cachés. Techniquement, l'attentat a été parfaitement réussi. Politiquement, c'est un problème autrement complexe.

Cet attentat a eu lieu le jour où à Madrid s'ouvrait le procès 1001 de Marcelino Camacho et de ses compagnons des commissions ouvrières. Il n'y a, en fait, pas de lien entre ces deux affaires. Mais le premier résultat de cet attentat sera sans doute une sévérité accrue du tribunal de l'ordre public à l'heure du verdict.

En assassinant l'amiral Carrero Blanco, les hommes de l'Eta ont d'abord voulu venger leurs camarades morts au combat. L'histoire de ce mouvement « Euzkadi ta akatasuna » — patrie basque et liberté — est surtout celle d'un long martyrologe. Fondée en 1955, par les étudiants de Bilbao, très vite aidée par un clergé basque qui dans sa majorité a toujours rejeté ce régime, l'Eta s'est d'abord consacré à l'agitation culturelle et nationaliste. La répression aidant, les années de prison s'accumulant, le mouvement a peu à peu glissé vers la gauche et l'extrême gauche tout en subissant une série de scissions. A partir de 1965, l'Eta s'est de plus en plus lancé dans des actions directes, ne serait-ce que pour se défendre contre la police : attaques de banques, appartenant généralement à l'Opus Dei, la maffia du Bon Dieu, évasions massives de ses militants dans le pur style « tupamaro » comme en 1967 de la prison de Bilbao. Mais dès lors, la police espagnole, tout étonnée de cette efficacité et de la sympathie que ce mouvement trouvait dans la population basque, accéléra la répression : chaque soir on torturait dans les locaux de la brigade politique et sociale de Bilbao. Des renforts de gardes civils soigneusement choisis affluaient dans le pays basque. Les arrestations des militants de l'Eta se terminaient souvent par des fusillades, des assassinats de sang-froid.

Le procès de Burgos en 1971 où le Caudillo dut reculer devant la pression internationale, où les accusés sauvèrent leur tête, où leurs camarades organisèrent l'enlèvement d'un industriel allemand, accrut encore cette hargne. Pour la seule année 1972, la police espagnole liquidait neuf membres de l'organisation et en emprisonnait nombre d'autres. C'est, ont-ils expliqué lundi au Pays basque à quelques journalistes, devant l'accroissement de cette répression que les responsables de l'Eta ont décidé d'abattre Blanco — au lieu, comme prévu initialement, de l'enlever pour échange contre des prisonniers politiques. Le commando qui officia le 20 décembre à Madrid avait pris comme nom « Txikia ». C'était le surnom d'un des trois chefs historiques de l'Eta, Eustakio Mendizabal, descendu par la police cet été à Santurce, près de Bilbao.

En visant l'amiral Carrero Blanco, l'Eta a aussi fait un choix politique. A 70 ans, cet homme, sorte de bureaucrate et d'ectoplasme de Cabinet ministériel, gouvernait en fait l'Espagne. D'une main de fer. Les crises de sénilité de plus en plus fréquentes du vieillard du Prado avaient fait de lui l'homme clé du Pouvoir et de l'après-franquisme. Il n'aimait pas parler, il ne se montrait guère, même à la télévision, et bien peu d'Espagnols pouvaient mettre un nom sur son visage sans relief. Mais tout passait par lui. Déjà, avant qu'il n'occupe depuis 1967 son poste de Vice-président du Conseil, il était l'ami, le confident du dictateur. C'est lui qui depuis 1940 portait les dossiers, rédigeait les notes, transmettait les ordres, conseillait.

D'une main de fer

On ne lui connaissait guère d'opinion politique. Il était tout simplement plus franquiste que Franco. Et comme il n'avait pas d'ambition, il devint le second. On savait simplement qu'il aimait bien ces messieurs de l'Opus Dei. C'est lui qui en 1957 ouvrit les portes de l'appareil de l'Etat à cette maffia technocratique et financière dirigée alors par Lopez Rodo, l'homme de l'intégration économique de l'Espagne dans la Communauté européenne, et Fraga Iribarne, libéral de salon et fasciste du gouvernement. Mais il avait aussi l'oreille des phalangistes, des derniers débris du Mouvement : il était resté fidèle à l'idéal de la croisade. Il savait piquer les grosses colères que mérite selon tout bon franquiste un clergé de moins en moins docile. Bref, il était le parfait exécuteur testamentaire.

Le prince Juan Carlos désigné comme successeur du Caudillo le 23 juillet 1969 manque cruellement de crédibilité. Les vieux phalangistes ne veulent guère d'une monarchie qui liquiderait encore un peu plus leur idéal fasciste. Les monarchistes se partagent en carlistes et en partisans de Juan Carlos. Les technocrates le trouvent un peu falot et doutent de ses capacités à gouverner. Alors il fallait un homme pour concilier autour du futur roi tous ces courants et les autres. Franco désigna l'amiral.

Quel que soit le successeur de Carrero Blanco, il sera marqué par l'un ou l'autre des clans du régime. Il portera une étiquette. Et Juan Carlos se retrouvera seul pour leur faire face. Le 20 décembre, il a fallu trois heures pour que le gouvernement espagnol reconnaisse que l'amiral Carrero Blanco était mort dans un attentat et non dans une explosion de gaz. La panique qui saisit alors les gouvernants de l'Espagne était réjouissante à voir. Devant les journalistes, le général Diez Alegria, chef d'état-major de l'Armée espagnole, accrédita la version de l'accident pour mieux déployer le dispositif militaire et policier que nécessitait cette situation imprévue. C'est lui qui a eu le bon réflexe. L'Armée une fois de plus a tenu la situation en main. C'est une leçon qu'elle n'oubliera pas. A l'heure de l'après-franquisme.

NICOLAS BRIMO

Le prince Juan Carlos, aux obsèques de l'amiral.



L'arche de Noé Muséum en perdition

Dans un coin, un tas de crocodiles se disputent une tête de girafe ; à côté d'un hippopotame, un buffle bave des fils d'araignée... Ils sont tous là, blanchis par la poussière. Une collection unique au monde à l'abandon.

Nous sommes responsables de la Joconde. Et du château de Versailles. Et du tombeau de Napoléon. Et de toutes les merveilles créées ou acquises par la France au fil des années. Une simple poutrelle rouillée sur la tour Eiffel suffirait à nous faire traiter de vandales. A juste titre, d'ailleurs.

Mais qui est responsable du jardin des Plantes et de son Muséum d'histoire naturelle ? Une question que l'on évite de se poser depuis 50 ans. Et pour cause. Dernièrement, un zoologue américain, venu faire des recherches à Paris, en est reparti épouvanté. Sans doute croyait-il trouver ce prestigieux jardin des Plantes, créé en 1793, pour succéder au jardin royal des plantes médicinales, déjà unique au monde par la variété de ses espèces. Sans doute avait-il encore en tête la magnifique galerie de zoologie inaugurée le 17 juillet 1889 par le président Armand Fallières, avec la solennité réservée aux œuvres exceptionnelles. Il n'avait oublié qu'une chose : depuis la classification des plantes par Jussieu et la création de la paléontologie par Cuvier, il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts, et sur la renommée scientifique de la France.

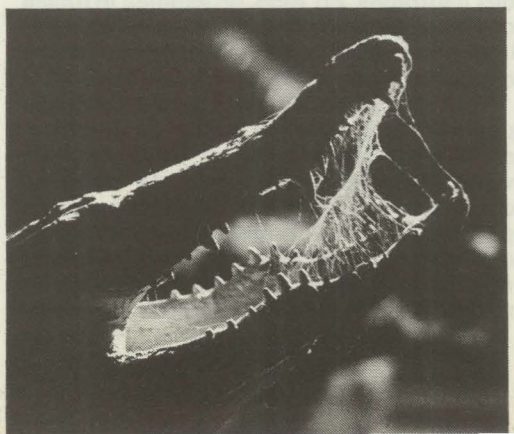
Le jardin des Plantes est toujours là. De loin, le groupe des serres garde fière allure. Presque tous construits ou reconstruits entre 1930 et 1940, ces bâtiments ont un côté vieillot qui, en plein cœur de Paris, constitue un appel à sortir d'une vie trépidante et inhumaine.

Toiles de sac

Non loin de l'entrée du « jardin d'hiver », la plus grande des serres, pousse un cèdre du Liban : le premier cèdre du Liban planté sur le sol français par Jussieu en 1828. C'est un autre monde qui commence. Un monde étrange et clos, d'où l'on ne perçoit plus les bruits de l'extérieur. Un monde tiède et humide, parfaitement immobile, dense de la vie de 50 000 végétaux. Des palmiers aux bananiers, en passant par les fougères aborescentes, le dépaysement est complet. Un gazouillis d'oiseau enchante les oreilles pour mieux rappeler à la réalité. Ces moineaux n'ont rien à faire ici. Ils endommagent même avec leurs excréments l'un des arbres dans lequel ils ont élu domicile. « Ils entrent par les fissures du toit », explique Jacques Verdier, directeur du service des cultures au Muséum.







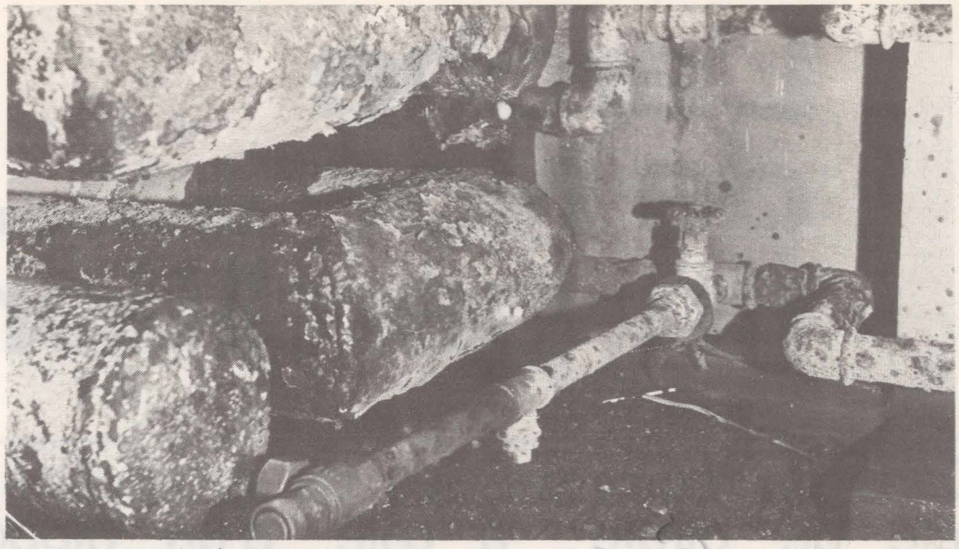
Alors apparaît l'étendue du désastre. Partout, la charpente métallique est attaquée par la rouille. Ici, c'est une ferrure tordue. Là, un panneau de porte, percé comme le fond d'une vieille casserole. Là encore, un montant tellement gonflé par l'oxydation qu'il est en train de faire éclater une baie vitrée de 20 m2 au moins. Quant à la verrière du toit, rendue opaque par les coulées de pluie chargées de rouille, elle ne laisse plus passer qu'une vague lumière. « Certaines plantes commencent à en souffrir sérieusement », poursuit Jacques Verdier en montrant du doigt un cycas japonais, semblable à un petit palmier tout étiolé.

Depuis sa construction en 1937, cette serre n'a même pas eu droit à une couche de peinture. « C'est tout juste si on a pu changer les carreaux cassés », remarque amèrement Yves Delange, assistant chargé des collections de serres au Muséum. Et, dans tout le jardin des Plantes, c'est le même refrain : il n'y a pas de crédits. Les 3 450 m2 de serres protégeant une collection inestimable de 50 000 plantes n'ont même pas eu droit aux réparations d'entretien indispensables. On a bien restauré il y a trois ans, la charpente de la « galerie », qui menaçait de s'effondrer par endroits. La rouille est déjà en train de regagner le terrain perdu. On a aussi changé 25 mètres des tuyaux du chauffage central. Bien peu, à côté des 100 mètres de canalisation qui restent dans un état pitoyable. « Avec cette installation vétuste, nous vivons dans la hantise d'une catastrophe », avoue Jacques Verdier. La moindre panne dans le chauffage signifie la mort de centaines de plantes. Surtout dans la serre des cactacées, dans celle des reproductions — véritable pouponnière pour plantes où il doit régner une température de 28° — et dans la serre consacrée aux plantes utilitaires des pays chauds, comme les vanilliers.

Quant à l'électricité, installée — mais qui ne marche pas — les thermostats qui n'ont jamais fonctionné depuis leur installation, les vasistas qu'il faut ouvrir à coup de maillet ou colmater avec des toiles de sac, de tout cela on ne parle même plus : cela fait partie de la routine.

→

L'arche de Noé en perdition

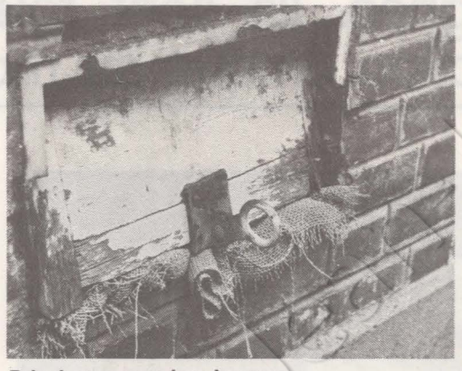


Les tuyaux du chauffage central des serres.

« Maintenant, ce n'est plus seulement pour la conservation de cette collection que nous nous battons, constate Yves Delange. C'est aussi pour la sécurité du personnel et des visiteurs ». Car ils sont, malgré tout, 40 000 à venir, chaque année, admirer ces plantes ; sans compter les étudiants et enseignants qui veulent se perfectionner dans leur matière. « Tout le monde s'intéresse à ce que nous faisons, assure Jacques Verdier. En février, notre exposition d'orchidées va nous amener entre 20 000 et 30 000 visiteurs en 15 jours. Pour le prestige, voire pour l'intérêt de la science, chacun reconnaît la nécessité de conserver le jardin des Plantes. Mais dès qu'il s'agit d'argent, il n'y a plus personne. » Il faut dire qu'entre le ministère des Affaires culturelles et le ministère de l'Education nationale, la position du Muséum n'est pas confortable. Par rapport aux efforts consentis par les pays étrangers — notamment l'Allemagne, la Hollande, la Belgique et la Grande-Bretagne — pour leurs jardins botaniques, la France fait figure de parent pauvre. N'ayant ni argent ni place, on « entasse ». Avec ses 115 pots au mètre carré, le jardin des Plantes n'a pas de quoi pavoisier.

Gaspillage organisé

Et puis, il faut bien parler du scandale du personnel, trop peu nombreux, mal payé, avec un blocage systématique de tout avancement. Par manque d'effectifs, toutes les salles ne sont pas ouvertes au public. « C'est un vrai crève-cœur de ne pas pouvoir montrer tous ces spécimens », proteste un conservateur. Un exemple. Sans doute le plus scandaleux : la fermeture au public depuis 1965 de la galerie de zoologie. Un bâtiment immense, nervuré par une charpente métallique surmonté d'une verrière, ressemblant à une cathédrale, avec une nef centrale et deux étages de balcons soutenus par des colonnes. Avec ses 4 km de galeries, ses 12 km d'étagères, ses 1 150 000 animaux naturalisés, ce bâtiment se plaçait en tête de toutes les galeries zoologiques du monde et fut salué par les savants comme un monument offert à la science. Maintenant, le spectacle offert par la galerie est tristement impressionnant. Eclairée par la lumière blafarde qui descend de la verrière encrassée, la nef centrale fait penser à un immense tombeau, à une arche de Noël pétrifiée par le temps. Les girafes, les éléphants, les chameaux, les rhinocéros, ils sont tous là, blanchis par la poussière, fantômes dans un décor de conte fantastique. Dans un capharnaüm invraisemblable, le lion bouscule la gazelle, et l'ours polaire la chèvre de Sumatra. Dans un coin, un tas de crocodiles se disputent une tête de girafe arrachée de son tronc. Impassible à côté d'un hippopotame, un buffle bave depuis des années des fils de toile d'araignée. Les oiseaux, dans leur vitrine, semblent évoluer sur un fond marin à cause



Bricolage pour aérer les serres.

des moisissures qui pendent des branches comme des algues marines.

Quel est le cataclysme qui s'est abattu sur cette galerie promise à la plus haute destinée ? Le temps, on l'a laissé faire. D'année en année, les crédits se sont faits plus rares. Autour de 1955, la verrière a commencé à fuir. A l'époque, on parlait de 2 millions pour faire les réparations. Mais le directeur du Muséum était alors un botaniste qui ne s'intéressait guère aux collections de zoologie. Il n'a rien fait. Quelques années après, on estimait à 10 millions le coût des travaux. Mais le directeur en place ne jugea pas utile de faire quelque chose. Tant et si bien qu'il y a deux ans, il a fallu plus de 100 millions pour construire au-dessus de la verrière un toit d'aluminium.

Maintenant, il ne pleut plus. Les bassines, serpillères et lessiveuses ont regagné leur placard. Mais, sur le plancher, des auréoles énormes témoignent de ces années de négligence. Quant aux animaux, Pierre Pfeffer, maître de recherche au C.n.r.s., estime que 60 % des grands mammifères pourraient être sauvés. 60 % ! Quelle dérision ! Quel gaspillage organisé ! Surtout quand on se rappelle qu'en 1958, une partie des collections du duc d'Orléans, pour être sauvée d'un désastre similaire, avait été transportée en toute hâte dans la galerie par quelques bonnes volontés. S'ajoutant à la collection existante, elle est venue grossir le nombre des naufragés. En 1956, on estimait le travail de montage et de naturalisation à 800 millions, simplement pour le petit musée du duc d'Orléans.

On pense, bien sûr, à tous les enfants qui pourraient s'émerveiller devant des animaux qu'ils n'ont jamais vus : et ceux qu'ils ne verront jamais. La galerie de zoologie compte une salle entière de spécimens disparus : tel l'hippotrague bleu — « antilope-cheval », en traduction littérale — qui vivait en Afrique du Sud. Cette espèce a été exterminée vers 1860 parce qu'on se servait de la peau comme emballage perdu pour expédier du blé en Angleterre.

Du moustique à la baleine, le muséum se vantait d'avoir au moins un exemplaire de toutes les espèces vivant dans le monde. Maintenant, les insectes ont perdu leurs pattes, les crustacés se sont décolorés et certains batraciens se sont abîmés par manque d'alcool dans leurs bocaux.

Devant tant d'inconséquence, on recherche un coupable. Le personnel est au-dessus de tout soupçon : il a même développé des trésors d'astuce pour protéger les animaux en les déplaçant quant il y avait une gouttière, en les couvrant de plastique. Il pousse encore la sollicitude jusqu'à vérifier que les coupelles de naphtaline, dans les vitrines, ne sont pas vides.

Le gouvernement ? C'est bien sûr contre lui que se déchaînent les passions. Il a laissé se dégrader sans intervenir une collection unique au monde. Mais les grands responsables, aux yeux de plusieurs techniciens et chercheurs, ce sont les directeurs successifs du Muséum. Composée par une assemblée de professeurs titulaires d'une chaire, la direction du Muséum décidait — et décide encore — de tout, dans le secret le plus total. Leur omnipotence est absolue.

Il est vrai que certains professeurs vont maintenant à contre-courant de ce conservatisme qui a été le principal facteur de la ruine pour la galerie de zoologie. Mais le mouvement reste timide. Et c'est pourtant un état d'urgence qu'il faudrait décréter pour sauver ce qui peut l'être encore. Un seul secteur du Muséum, celui de la minéralogie, semble avoir conservé son triple objectif. Il améliore sans cesse ses moyens de vulgarisation envers le public. Il n'a jamais cessé de poursuivre ses recherches purement scientifiques. Il offre aux étudiants et enseignants du monde entier une gamme d'échantillons très riche qu'il tient à leur service pour parfaire leurs connaissances.

En attendant, les savants du monde entier reprochent au Muséum d'avoir gâché certaines pièces uniques. Et ils risquent de crier au scandale encore longtemps, car rien n'est prévu pour arrêter ce gaspillage. Avec Olivier Guichard, la direction du Muséum avait eu quelques espoirs. Mais, depuis son remplacement par Joseph Fontanet, il ne lui en reste plus guère. Ce ministre n'avait -il pas pris position contre le parc de la Vanoise, en soutenant les projets de promotion prévus pour cette région ? Il ne faut pas oublier la morale de l'histoire : à cause d'une campagne d'opinion soutenue, le ministre a déclaré forfait et le parc national a vu le jour. Nous sommes responsable du parc de la Vanoise. Nous le sommes également du Muséum d'histoire naturelle.

C.C.

changer la vie quotidienne

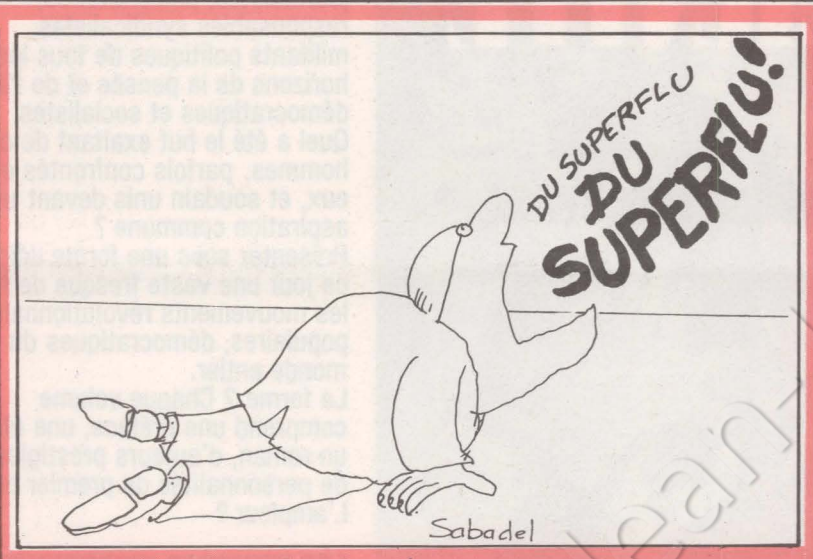
UN DIGNE COURROUX

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris repart en guerre contre les essais comparatifs. Dans un monde submergé de publicité où tout est bon, beau, meilleur, utile, les consommateurs n'ont trouvé pour se défendre que de tenter de choisir entre plusieurs produits celui qui a le meilleur rapport qualité/prix. Que cette notion soit arbitraire, aucun doute. Que bien des produits « conseillés » soient inutiles, que parfois des erreurs se glissent dans les essais, personne ne le niera. Mais les choses étant ce qu'elles sont, cela vaut mieux que rien. Pas pour tout le monde. Les souhaits de la Chambre de commerce en sont la preuve. En particulier la demande de sanctions pénales pour les responsables de la publication d'essais comparatifs comportant « sous quelque forme que ce soit, des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur ». On aimerait voir ce digne courroux appliqué à la publicité.

L'INEGALITE DEVANT LA MORT

Bien sûr, on le dit, on le répète : les O.s. ont la vie courte. Plus courte que celle des autres. Mais à lire les chiffres publiés par l'Insee, un frisson vient.La différence d'espérance de vie entre le haut et le bas de « l'échelle » est de 7,3 années à 35 ans, selon les catégories socio-professionnelles, et de 3,9 années à 60 ans. A cet âge on note, dans la hiérarchie de la mort, quatre groupes.

Celui où l'on a entre 17,4 et 18,6 ans d'espérance de vie. On y trouve les cadres supérieurs, le clergé catholique, les instituteurs. Vient ensuite ceux qui ont entre 16,9 et 17,2 ans et où l'on trouve les cadres moyens, les ouvriers qualifiés du secteur public, les employés de bureau, les commerçants et artisans. Le troisième groupe, entre 15,9 et 16,4 ans, est réservé aux contremaîtres, agriculteurs et O.s. du secteur public. Vient enfin ceux qui ont moins de 15 ans devant eux : le groupe des ouvriers qualifiés et des O.s. du secteur privé, des salariés agricoles et des manœuvres. A l'exception des instituteurs — et gageons que cela ne durera pas longtemps — on retrouve face à la mort la hiérarchie qui existe tout au long de la vie. Et cela éclaire d'un jour nouveau le problème des retraites. Lorsqu'un O.s. prend sa retraite, à 65 ans, il peut espérer sur 11 ans de vie. Un cadre supérieur sur un peu plus de 15 ans. Mais autant que ces quatre ans doivent entrer en ligne de compte... les conditions de vie, matérielles et physiques de ces années de retraite. Car s'il est évident que les facteurs « culturels » comptent, au même titre que les revenus, les conditions de travail, fatigue, etc... pèsent d'un poids déterminant : selon le travail effectué durant sa vie, la qualité de la retraite sera différente.



DERAPAGE SUR LA ROCADE

On sait qu'au-delà du périphérique parisien une grande rocade, la A 86, doit tourner autour de Paris. Mais à l'ouest, de Versailles à Rueil, les populations sont unanimes pour refuser cette autoroute qui saccagerait des centaines d'hectares d'espaces verts (forêts de Fausse Repose et de Malmaison, notamment) et d'habitations. Aux dernières élections législatives, Jacques Fournier, candidat du P.s. à Rueil et Garches, qualifiait de « démentiel » le projet A 86 et en demandait l'abandon définitif.

Les populations sont à ce point sensibilisées qu'un élu court de grands risques à se déclarer favorable au projet tel qu'il a été conçu. D'autant que le ministre, Olivier Guichard, a déclaré que cette rocade ne se ferait pas tant que les élus s'y opposeraient d'une manière unanime ! Pierre Gauthier, maire de Garches, vient d'en faire la cruelle expérience. Parce qu'il était d'accord avec les projets autoroutiers, il vient d'être mis en minorité au conseil municipal et obligé de démissionner ! Un nouveau maire a été élu et le conseil municipal a repoussé à l'unanimité le projet de la A 86 !

POISSONS D'EAU SALE

Les pêcheurs de l'Hérault sont inquiets. Il y a un an, les compagnies pétrolières ont commencé, en prospectant le golfe du Lion, à tuer le poisson. Elles faisaient exploser des charges un peu trop grosses. Puis les satellites artificiels ont révélé que les courants marins rabattaient sur leurs côtes toute la pollution du Rhône. Enfin, voici que viennent de débuter à Frontignan les travaux pour construire un port de déchargement. Mais un port construit à 7 km en mer. Qui, par un réseau « sea line », expédiera à la raffinerie de Frontignan le pétrole contenu dans les super-tankers. Question : après les travaux, lorsque la « sea line » fonctionnera, on souhaiterait savoir comment les pouvoirs publics entendent protéger contre la pollution le poisson — le peu de poisson — qui reste ?

LE P.D.G. FRAUDEUR

En novembre 1971, une cliente avait pris sur un rayon d'un magasin Suma à Caluire (Rhône) une boîte de lait en poudre pour bébé dont la limite d'utilisation était dépassée de deux mois. Elle alerta le service de la répression des fraudes qui inculpa, pour « tromperie sur la marchandise », Joseph Charvet, ancien député indépendant du Rhône, P.d.g. de la Société Cofradel, distributrice de ce lait.

« Ce que la Justice poursuit, devait déclarer le président du tribunal, c'est le livreur, pas le détaillant. Elle ne tire pas toujours sur le lampiste ». Et Charvet de répondre : « C'est moi le lampiste. Nous exploitons 900 magasins. Je ne peux pas tout contrôler ! ».

« Nous jugeons même un P.d.g. qui vendait des graines stériles. Vous pensez bien que nous ne pouvons laisser passer une affaire de vente de lait qui risque d'être nocif pour des nourrissons » réplique le président Robin.

Charvet estime qu'un chef d'entreprise ne peut tout contrôler lui-même. Ni la qualité du lait pour les enfants, ni le poids de la viande préensachée que vend le magasin Mammouth exploité également par Cofradel dans la banlieu nord de Lyon.

Car le poids porté sur les étiquettes des morceaux de bœuf ou des gigots d'agneau y était supérieur de 5 à 85 grammes au poids réel. Les inspecteurs des fraudes sont intervenus et, le 25 juin, le directeur de Mammouth était condamné à 15 000 francs d'amende pour tromperie sur la marchandise vendue. La Cour d'appel de Lyon ramenait à 160 francs la peine d'amende, mais déclarait la Cofradel civilement responsable. Pour la fraude sur le lait, le procureur a requis une amende de 30 000 francs. Le maximum possible.



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

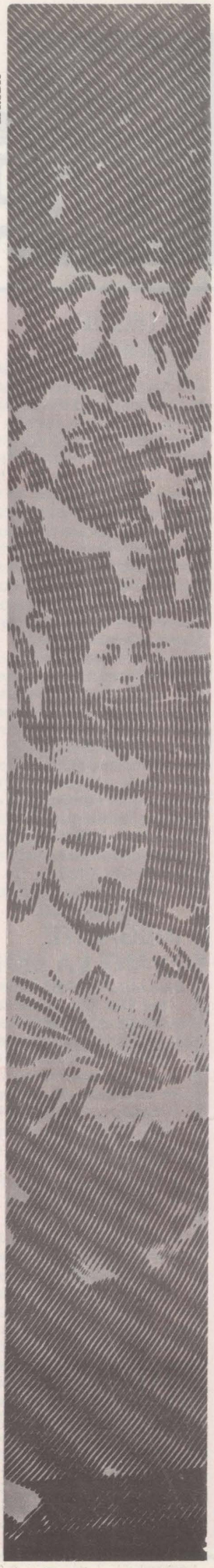
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



changer la vie culturelle

Télévision

ADDIO GARIBALDI

Un héros légendaire dont les exploits bercent les enfants et hantent la conscience collective de tout un pays : Garibaldi (« Addio Garibaldi » mercredi 2 janvier, 20 h 35, ch. 1), le républicain généreux, indépendant, incarnation et symbole des aspirations du peuple. Sa statue est sur toutes les places de village en Italie : c'est ainsi qu'on rend inoffensifs les remueurs de peuples : en les statufiant.

Conscient de cela, dégoûté par les récupérations successives de Garibaldi (tout le monde s'en est réclamé à un moment ou à un autre, des fascistes aux résistants communistes) Arrigo, qui est Sicilien et fils d'avocat antifasciste, fait éclater le mythe dans une « épopée musicale » étonnante.

Re-création aussi au niveau de la musique. Arrigo a emprunté à Verdi, à Mozart ou à Gershwin, collé des airs de la Renaissance et de la musique sérielle ; rien de gratuit, tout s'enchaîne au service de cette nouvelle vision de Garibaldi. C'est une bonne façon de révolutionner l'opéra traditionnel (d'ailleurs la Scala de Milan a refusé l'œuvre avec horreur ; à l'Opéra-comique de Paris et à l'Opéra du Rhin, pendant la saison 1972-1973, ce fut un « four »).

On s'étonne — ou se réjouit — de cette œuvre sur la première chaîne, à une heure de grande écoute. Ses trois heures de spectacle ont été ramenées à une et demie. La réalisation est à la hauteur. De quoi transformer un échec total (« Addio Garibaldi » n'a même pas été monté en Italie) en un grand succès populaire.

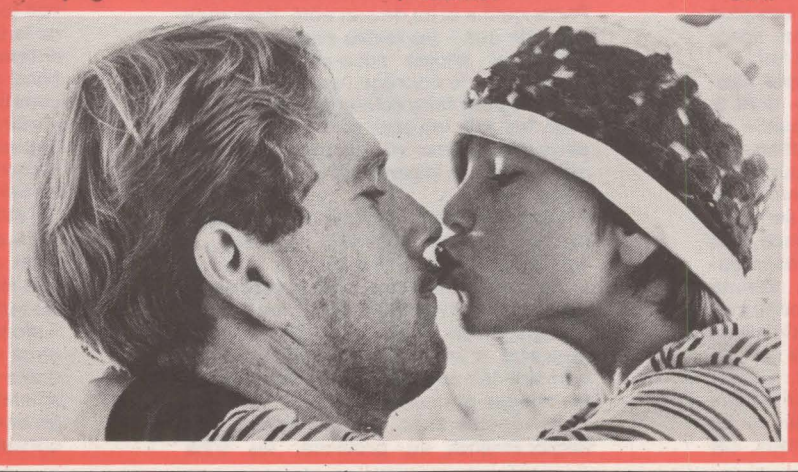
D.P.

Cinéma

LA FILLE DU KID

Il était une fois un gosse dépenaillé qui descendait les vitres au lance-pierre ; après quoi son vitrier de père (adoptif) n'avait plus qu'à faire, comme par hasard, sa tournée dans le quartier pour proposer ses services. Depuis, « le Kid » — qu'on peut revoir grâce à la réédition du film de Chaplin — a rencontré la Zazie de Queneau, ils furent heureux et ils eurent un enfant : Addie Praye. Mi-cynique, mi-tendre, filmé avec beaucoup plus de sincérité que les précédents films de son auteur, « La barbe à papa » (Paper moon) de Peter Bogdanovich raconte les aventures amorales et itinérantes de cette fillette terrible filoutant la veuve et l'orphelin en compagnie d'un escroc de charme : son pseudo-père — mais, dans la vie, le vrai père de Tatum O'Neal, cette petite star de 9 ans. L'autre vedette de « La barbe à papa », c'est l'Amérique rooseveltienne. Et là, lorsqu'on voit combien une société capitaliste en pleine crise est impitoyable aux faibles et indulgente aux malins du moment qu'ils appartiennent à la bonne société ou portent un insigne de policier, on se retrouve en pleine actualité.

S.R.



DRUON FAIT LE VIDE



Il y a à peine un mois, André Astoux alertait l'opinion : « Le cinéma français fait penser à un homme atteint d'un cancer à évolution lente... Si les pouvoirs publics n'agissent pas... le mal ira en empirant. » En tant que directeur du Centre national de la cinématographie, André Astoux savait de quoi il parlait. Depuis des années, il en avait appelé aux ministres successifs des Affaires culturelles pour que des mesures de sauvegarde soient prises : des rapports et de la paperasserie sans résultat... Naïf André Astoux, qui croyait que le Pouvoir actuel agirait en faveur du cinéma français ! Chassé de l'O.r.t.f. — dont il était directeur général adjoint — dans la « réorganisation » d'après Mai 68, il aurait pu se méfier...

Publiquement, Astoux déclarait qu'il voulait faire de son Centre « l'animateur de la vie cinématographique française ». Avec quel argent ? A partir de quelles décisions ? Seul le ministre régnait en autocrate dans le silence de son incompétence. D'impatience, Astoux est parti. Il a même claqué la porte. Et a fait quelques aveux publics. Il a expliqué que son combat contre la récession du cinéma français s'était avéré un combat contre le gouvernement. Décidément, il n'y a pas qu'Arthur Conte pour découvrir des évidences...

Dans sa colère, Astoux met en cause et Valéry Giscard d'Estaing, qui a refusé de « prendre en considération les difficultés du cinéma », et Druon, qui ne l'a reçu que deux fois depuis qu'il est ministre. Belle confirmation de ce que nous savions déjà.

Côté censure et atteintes à la liberté de création, Astoux n'a pas non plus mâché ses mots : « Les films de Costa-Gavras, d'Yves Boisset, de Cayatte, de Vauthier, de Chabrol, de Godard, de Jean Yanne, de Belmont, d'Arrabal et d'autres ont soulevé l'inquiétude, l'angoisse et parfois la colère. J'en ai été témoin. » Que les commis du pompidolisme finissent par s'étonner des pièges qu'on leur tend... ne nous étonne pas.

Ne plaignons pas l'ancien chef du personnel — et de la répression — chez Simca, même s'il avait « viré sa cuti ». Mais plaignons les cinéastes qui se trouvent en butte à la chasse aux sorcières systématique organisée par Druon et les tenants de l'ordre moral contre les artistes et les intellectuels. Ce n'est pas nous qui inventons cette curée ; ce sont des hommes nommés par le Pouvoir en place qui finissent par la dénoncer.

J.M.

Radio

POURFENDEUR DE MYTHES

Sans forfanterie aucune, tous les lundis de la semaine (22 h 10, 393 m), Henri Guillemin fait de l'Histoire à l'antenne de Radio-Suisse romande.

Henri Guillemin est le pourfendeur des mythes de Napoléon 1er, de Jeanne d'Arc... Il ne refait pas la chronique sentimentale des « grands hommes de notre Histoire », avec des dialogues truqués et de gros effets mélodramatiques. Il ne prend pas sa lorgnette par le petit bout. Chez lui, la vision historique est avant tout politique. Actuellement il retrace l'histoire du pétainisme, l'histoire de ce maréchal de France qui poussa à signer le plus rapidement l'armistice de juin 40 pour sauver « l'ordre social », et s'en remit entièrement à l'envahisseur nazi pour empêcher « un mouvement social semblable à celui de la Commune de 1871. »

J.-C. R.

EDITION

LE LIVRE MALADE

57 % des Français affirment ne jamais lire de livres. Si ce pourcentage est exact, il est inquiétant.

Alors qu'il constitue le moyen d'expression et de diffusion de notre culture le plus important, le livre est un monde souvent mal connu. On nous affirme à la fois qu'il paraît trop d'ouvrages et que les Français ne lisent pas, que l'édition court à sa perte et que les tirages atteignent des records vertigineux... En cette période de prix littéraires et de livres-cadeaux, peut-être serait-il opportun d'aller y voir d'un peu plus près...

Au dire de certaines personnes, tout le monde a la possibilité, dans notre beau pays, de faire éditer son œuvre, pourvu qu'elle soit de bonne qualité. Cette vue optimiste mérite quelques correctifs. Il existe en fait deux sortes de censure : la première en aval, la seconde en amont.

La première consiste, de la part des pouvoirs publics, à interdire ou à limiter la diffusion d'œuvres déjà existantes, au nom de la morale, de l'ordre public. Des éditeurs de gauche, comme Maspéro, Losfeld ou les Editions de Minuit, sont le plus souvent frappés.

La censure, en amont, tient à la structure même de notre société : parmi les millions d'hommes et de femmes qui n'ont bénéficié que de l'instruction primaire existent des gens ayant une personnalité originale, de l'imagination et un besoin de s'exprimer par l'écriture. Mais, à de rares exceptions près, ils n'envisagent même pas de le faire, persuadés qu'ils sont que la création littéraire, comme la création artistique, est un domaine réservé à une élite. C'est l'élan même vers la création qui est censuré. Seuls certains militants engagés dans le combat syndical ou politique parviennent quelquefois à vaincre cette forme de terrorisme intellectuel.

Racket sur les auteurs

Ceux qui ont le privilège de la création littéraire, s'ils appartiennent presque exclusivement à la classe bourgeoise, sont loin d'être tous logés à la même enseigne. On peut les ranger schématiquement en deux catégories. Il y a d'abord ceux qui sont en mesure de prouver chaque année que la moitié au moins de leurs revenus provient de l'édition imprimée de leurs œuvres. A ce titre, ils sont admis au Centre national des Lettres (l'ex-Caisse des Lettres). L'Etat jouant le rôle d'employeur fictif, ces auteurs à production constante — donc à réputation bien établie — bénéficient de la Sécurité sociale. On ne prête qu'aux riches ! Ils sont de 500 à 600, sur un nombre d'auteurs estimé à près de 40 000 par le Syndicat des éditeurs. Ce qui est grave, en l'espèce, ce n'est pas tant qu'on favorise les plus riches — le régime pompidolien nous a habitués à ce mode de répartition — mais c'est que les critères retenus pour définir la fonction d'écrivain soient l'argent gagné et la reproduction des œuvres sous leur forme uniquement imprimée. Ecrire pour le théâtre, la radio, la télévision, voilà qui n'est pas considéré en France comme une activité littéraire ! Dans ce domaine, nous en sommes toujours au XVIIe siècle.

Les vampires de la rue Ballu

Un médecin, un journaliste, un soudeur à l'arc ont-ils l'idée saugrenue d'écrire une piécette, un sketch, un texte radio ? Ils recevront un jour de la Cavmu, rue Ballu, un appel de cotisation très élevé qui n'est aucunement proportionnel aux droits d'auteur perçus. Le caractère fixe de cette cotisation suscite les doléances et les protestations. Les plus pondérés disent qu'il s'agit d'un scandale et les plus lucides d'un racket.

Il y a quelques mois par exemple, l'auteur dramatique Victor Haïm — dont la belle pièce « Abraham et Samuel » se donne actuellement au Petit-Odéon — a reçu un appel de cotisations pour 1973. En 1972, déjà, un huissier aidé d'un commissaire de police et d'un serrurier était venu chez lui, en son absence, afin de saisir ses meubles. Pas de quoi émouvoir le directeur de la Cavmu, nommé Moreau, dans son bureau joliment moquetté. A ses yeux, les « adversaires » de la Caisse sont « des comédiens qui savent arracher des larmes ». Il dit : « C'est bien normal, ils vivent dans un milieu théâtral ». Ce sont aussi des ratés : « La preuve ? Ils touchent peu de droits, car ils n'arrivent pas à faire monter leurs pièces et ils deviennent aigris et vindicatifs... ».

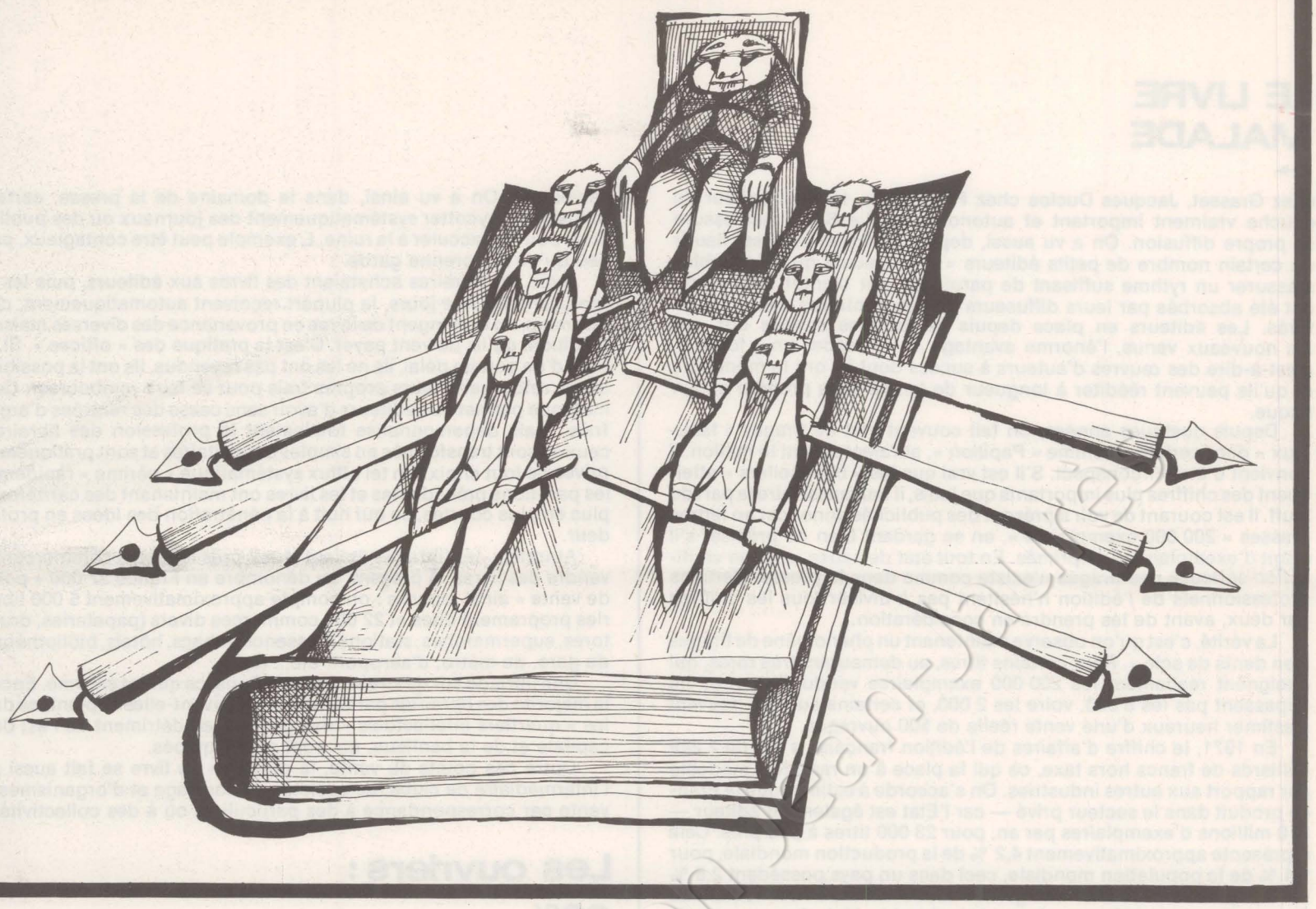
L'attitude du directeur de la Cavmu est donc celle d'un critique qui juge la qualité des œuvres de ceux qu'il pourchasse avec ses agents, ses commissaires, ses tribunaux et ses huissiers. De quel droit ? Parce qu'il a la loi de son côté. Bien qu'il admette que « les textes sont mal adaptés », cet ancien sous-préfet qui ne pousse pas le courage jusqu'à aller aux champs pour faire éclater son désaccord avec les lois injustes qu'il applique, se permet de porter sur les œuvres de ses adhérents des jugements d'ordre esthétique.

Ce qui est bouffon dans son réquisitoire, c'est que « la réussite » — quelle que soit la valeur des œuvres qui la font naître — est ouvertement admirée et respectée par son administration. Pour les jeunes auteurs, on veut oublier les difficultés de montage d'une œuvre théâtrale, sans compter les années d'apprentissage ou les années d'incompréhension, les contacts répétés avec des animateurs, les déplacements en province, les frais qu'entraînent les frappes dactylographiées des textes puis les tirages ronéotypés... Et enfin les droits parcimonieux — quand la pièce est enfin montée — qui ne peuvent, dans un premier temps, couvrir le quart de ces investissements. Ignoré par l'administration pendant la période où il se tue à s'imposer, l'auteur voit fondre sur lui les vampires du genre de la Cavmu dès qu'il commence à faire entendre sa voix. Mais à ce moment encore, obligé de vivre d'une seconde occupation qui devient — financièrement parlant — un premier métier, l'auteur dramatique est pris en flagrant délit d'amateurisme : « Vous avez un autre métier. Cela prouve bien que vous êtes un auteur occasionnel ! »

Le directeur de la Cavmu n'est ni révolté, ni écœuré par cette absurdité. Il fait son métier. Après un dernier couplet sur les auteurs « occasionnels » qui viennent « picorer dans les assiettes des vrais auteurs » qui, eux, n'exercent pas le métier d'une façon sporadique, il a ce mot splendide : « M. Druon, je vous l'assure, a un bon dossier. Il paie régulièrement ses cotisations. »

R.U.

Fondation Jean Jaurès



La seconde catégorie d'auteurs réunit tous ceux que le Centre national des Lettres ignore superbement et qui, pour subsister, exercent souvent un second métier, alimentaire par nécessité.

Quand les choses vont mal, on laisse les auteurs à leur triste sort. Quand, au contraire, ils parviennent à gagner quelques sous, alors font leur apparition une demi-douzaine d'organismes spécialisés dans le racket des œuvres de l'esprit.

Avez-vous fait éditer votre premier roman ? Si le texte en est lu à la radio ou à la télévision, ou s'il est reproduit dans un journal, c'est la Société des gens de Lettres qui se chargera de la perception de vos droits.

Votre roman a-t-il fait l'objet d'une adaptation au théâtre, à la radio ou à la télévision ? Un second organisme, la S.c.e.l.f. (2), se chargera de l'autorisation de reproduction du texte initial, un troisième, la S.d.r.e.m., de sa reproduction « mécanique », un quatrième, la S.a.c.d., de la perception de vos droits, un cinquième, la fameuse Cavmu, de votre retraite *(voir encadré en page 20)* et — dans le cas d'une reproduction sous forme graphique — la Spadem sera « à votre service ». Enfin, si d'aventure on tire de votre roman un poème récité en public ou le texte d'une chanson, vous verrez aussitôt surgir la non moins fameuse Sacem.

Toutes ces sociétés auront opéré au passage, sous forme de cotisations statutaires, un certain nombre de ponctions sur vos gains et vous aurez payé pour une retraite dont vous ne verrez généralement pas la couleur, faute d'ancienneté dans le métier ! On sait qu'à revenu égal, un auteur est soumis à ...deux fois plus de retenues sous formes diverses qu'un salarié.

Consolez-vous, cependant : la plupart de ces sociétés possèdent de très jolis immeubles de rapport, des portefeuilles en Bourse bien rebondis, et à la tête de leurs conseils d'administration siègent certains de vos collègues « arrivés », qui touchent de confortables jetons de présence.

Mais, depuis quelques années, des écrivains « contestent ». Tout a commencé en mai 68, quand une cinquantaine d'auteurs en colère occupèrent l'hôtel de Massa, siège de la vénérable Société des gens de Lettres. Ainsi naquit l'Union des écrivains, groupement d'auteurs de diverses disciplines qui lutte sur le plan à la fois syndical et politique. Dépassant le stade des revendications purement catégorielles, l'Union s'interroge sur le rôle même de l'écrivain dans la société, et sur celui qu'il pourrait tenir dans la société future.

Selon l'Insee, la France compte 1 500 éditeurs. Dans la pratique, 370 seulement ont un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 100 000 francs par an et fonctionnent de façon régulière. Parmi eux, 19 représentent, à eux seuls... la moitié du chiffre d'affaires global ! Les deux plus importants sont le Groupe des presses et Hachette. Le Groupe des presses possède les éditions Plon, Solar, les Presses de la Cité, 10/18, Christian Bourgois, le Fleuve noir, Julliard, Amiot-Dumont, Perrin, Rouge et or, des organes de diffusion, des clubs du livre et des intérêts chez d'autres éditeurs supposés rivaux. Hachette contrôle Fayard, Grasset, Stock, le Livre de poche, Albin Michel, Tallandier, un certain nombre de sociétés annexes, des imprimeries et presque toute la distribution française (livres et journaux).

Hachette bénéficie d'un certain nombre de monopoles — dont ceux de la diffusion des livres, des journaux, des vidéo-cassettes à l'O.r.t.f., etc. — avec la protection amicale et efficace du gouvernement, qui a su fermer les yeux sur ses activités pendant l'occupation. En échange, le « trust vert » soutient activement le régime par sa presse (« le Point », « France-Soir », etc.). Le principe selon lequel « dans tout ministère, il y a un ministre Hachette » est toujours valable. Récemment, une bonne partie de l'équipe de Jacques Chaban-Delmas s'est recyclée à la direction de la « pieuvre ». Ainsi, notre bouillant monteur d'escaliers se trouvait-il récompensé d'avoir, à la Libération, favorisé la renaissance du trust. On sait à quel point Hachette est à présent intouchable : l'an passé, Bernard Noël écrivit, sous le pseudonyme d'Urbain d'Orlac, un livre intitulé « Le château de Cène », qui fut édité chez Martineau. Le livre fut poursuivi et l'éditeur dut fermer boutique. Peu de temps après, « Le château de Cène » fut intégralement réédité, cette fois chez Pauvert... et n'eut aucun ennui. Pauvert venait de passer sous la coupe d'Hachette.

Le Groupe des pressses, lui, édite à la fois de Gaulle, Massu, Salan, Marcellin et Arthur Conte, et est moins évidemment lié au régime.

Dents de scie

L'édition se reconnaissant politiquement de droite est peu importante (la Table ronde, les Nouvelles éditions latines, France-Empire, etc.). On trouve surtout dans ce domaine de nombreux petits éditeurs, soit religieux à tendance intégriste, soit spécialisés dans la littérature « scoute », soit enfin dans la chose militaire, qui sont souvent liés par une diffusion commune. A gauche, le P.c.f. possède ses propres éditions (les Editions sociales, les Editeurs français réunis) mais fait aussi appel aux éditeurs « bourgeois » : Georges Marchais publie

→

LE LIVRE MALADE

→

chez Grasset, Jacques Duclos chez Fayard, etc. Le seul éditeur de gauche vraiment important et autonome est Le Seuil, qui assure sa propre diffusion. On a vu aussi, depuis quelques années, fleurir un certain nombre de petits éditeurs « courageux » qui, incapables d'assurer un rythme suffisant de parutions, ont bientôt disparu ou ont été absorbés par leurs diffuseurs ou des confrères mieux structurés. Les éditeurs en place depuis de longues années ont, sur les nouveaux venus, l'énorme avantage de posséder un « fonds », c'est-à-dire des œuvres d'auteurs à succès dont ils ont le monopole et qu'ils peuvent rééditer à longueur de temps sans prendre aucun risque.

Depuis quelques années, on fait souvent état de tirages « fabuleux » dont certains, comme « Papillon », auraient atteint le million. Il convient d'être circonspect. S'il est vrai que les « best-sellers » atteignent des chiffres plus importants que jadis, il faut aussi faire la part du bluff. Il est courant de voir à présent des publicités annoncer en lettres grasses « 200 000 exemplaires », en se gardant bien de préciser s'il s'agit d'exemplaires... imprimés. En tout état de cause, aucune vérification sérieuse des tirages n'existe comme dans la presse. Certains professionnels de l'édition n'hésitent pas à diviser tous les chiffres par deux, avant de les prendre en considération...

La vérité, c'est qu'on observe maintenant un phénomène de tirages « en dents de scie ». Pour certains titres, au demeurant très rares, qui atteignent réellement les 200 000 exemplaires vendus, d'autres ne dépassent pas les 5 000, voire les 2 000, et certains auteurs peuvent s'estimer heureux d'une vente réelle de 500 ouvrages.

En 1971, le chiffre d'affaires de l'édition française a été de 2 249 milliards de francs hors taxe, ce qui la place à un rang fort modeste par rapport aux autres industries. On s'accorde à estimer que la France produit dans le secteur privé — car l'Etat est également éditeur — 310 millions d'exemplaires par an, pour 23 000 titres à peu près. Cela représente approximativement 4,2 % de la production mondiale, pour 1,4 % de la population mondiale, ceci dans un pays possédant 2,5 % de la population « lisante » du globe. Nous sommes en ce moment au 6e rang dans le monde, ce qui semble honorable. Mais dans un pays de vieille culture comme le nôtre, où l'instruction primaire est gratuite et obligatoire depuis 1882, il n'y a pas là de quoi pavoiser.

Sur les 310 millions de livres annuellement produits en France, plus d'un tiers sont consacrés à la littérature générale, dont la moitié en livres de poche. Les ouvrages scolaires et parascolaires représentent 21 % de la production, les livres pour la jeunesse 16,1 %, les encyclopédies et dictionnaires 8,5 %, les ouvrages scientifiques et techniques 5,8 %, les ouvrages religieux 3 %. Le reste est constitué par la médecine, les sciences humaines générales, l'économie politique, l'édition d'art, etc...

Chaque année, la production de littérature générale diminue sensiblement. La littérature religieuse est stable — ce qui signifie pratiquement qu'elle diminue légèrement, puisque le nombre de lecteurs augmente. En revanche, on assiste à une spectaculaire montée des ouvrages pour la jeunesse et des livres scolaires, scientifiques et techniques.

Si le nombre des livres produits et le chiffre d'affaires global augmentent chaque année, la qualité des produits, elle, diminue singulièrement. Aux livres reliés ou brochés succèdent à présent les livres « collés » conçus pour une existence éphémère. Le but avoué de certains éditeurs est de produire des « ouvrages de consommation courante » à jeter immédiatement après lecture...

Tant pis pour les libraires

Le gros problème, dans l'édition, ce n'est pas tant d'imprimer des livres que de les diffuser. Très tôt, les maisons d'édition, confrontées aux problèmes de l'expédition, de la comptabilité des envois, des retours, du réassortiment et du stockage, n'ont pu assurer tous ces services et sont passés sous la dépendance des distributeurs. Le plus important d'entre eux est Hachette, qui contrôle 75 % de la distribution. On a coutume de dire que tout livre, à un moment donné de son existence, passe obligatoirement par Hachette. Luttant contre ce qui leur apparaissait comme un monopole inacceptable, certaines maisons d'édition ont décidé de continuer à assurer leur propre diffusion — comme Le Seuil — ou de se grouper pour la réaliser en commun, comme Gallimard, Flammarion et Denoël, qui ont fondé leur propre réseau, la Sodis. Actuellement, trois ou quatre organismes de distribution assurent la ventilation de tous les livres édités pour l'ensemble de la France. Il est toujours à craindre que ceux qui détiennent un tel pouvoir ne soient tentés d'en faire usage pour censurer les idées qu'ils véhiculent. On a vu ainsi, dans le domaine de la presse, certains diffuseurs boycotter systématiquement des journaux ou des publications pour les acculer à la ruine. L'exemple peut être contagieux, pour peu qu'on n'y prenne garde.

Jadis, les libraires achetaient des livres aux éditeurs, puis les revendaient. De nos jours, la plupart reçoivent automatiquement, chaque mois, un contingent de livres en provenance des diverses maisons d'édition, qu'ils doivent payer. C'est la pratique des « offices ». Si, au bout d'un certain délai, ils ne les ont pas revendus, ils ont la possibilité de les retourner à leurs propres frais pour se faire rembourser. Cette méthode permet aux éditeurs d'avoir sans cesse des rentrées d'argent frais, mais dépersonnalise totalement la profession des libraires : ceux-ci sont transformés en simples dépositaires et sont pratiquement privés de tout choix. Un tel afflux systématique « périme » rapidement les parutions précédentes et les livres ont maintenant des carrières de plus en plus courtes, ce qui nuit à la pénétration des idées en profondeur.

Autrefois, les libraires étaient à peu près les seuls commerçants à vendre des livres. A présent, on dénombre en France 27 000 « points de vente » ainsi répartis : on compte approximativement 5 000 librairies proprement dites et 22 000 commerces divers (papeteries, drugstores, supermarchés, stations d'essence, tabacs, hôtels, bibliothèques de gare, de métro, d'aéroport, etc... (3).

Une librairie sur quatre se trouve à Paris, ce qui est énorme. Encore la majorité des librairies parisiennes se trouvent-elles implantées dans les « quartiers intellectuels » rive gauche, au détriment de l'est de la capitale et de la banlieue, qui sont sous-équipés.

Outre ces points de vente, la diffusion du livre se fait aussi par l'intermédiaire de clubs, de sociétés de courtage et d'organismes de vente par correspondance à des particuliers ou à des collectivités.

Les ouvriers : 33%

La population française dépense environ 2 600 millions de francs par an pour l'achat de livres. C'est plus que pour le tabac et les allumettes, les journaux, les jeux et les jouets. C'est moins que pour les disques, les instruments de musique, le cinéma et les postes de télévision. Cette dépense globale est, bien sûr, très inégalement répartie.

Des sondages récents révèlent que 57 % des Français affirment ne jamais lire de livres. Si ce pourcentage est exact, il est inquiétant.

En ne tenant pas compte des classes sociales, on peut établir schématiquement que les jeunes lisent plus que les adultes, les adultes plus que les vieillards, les hommes plus que les femmes, les citadins plus que les ruraux.

Si l'on fait intervenir les classes sociales, on s'aperçoit que 75 % des cadres supérieurs et des membres des professions libérales lisent des livres. Le pourcentage chute à 33 % pour les ouvriers et à 15 % pour les agriculteurs.

On accuse souvent les mass-media d'être à l'origine de la désaffection pour la lecture. Il semble que ce soit précisément l'inverse. Ce sont les plus riches, ceux qui ont le plus grand accès à ces mass-media, qui lisent le plus. Les pays où la télévision est la plus développée — par exemple au Japon — sont ceux où on lit le plus. Il est donc évident qu'évolution technologique et désir de lecture vont de pair et, d'ailleurs, se fortifient l'un l'autre.

On peut admettre que notre société capitaliste « libérale » ait besoin qu'on consomme des livres, et qu'elle laisse les écrivains s'exprimer à peu près librement dans le domaine politique — ne serait-ce que pour justifier son appellation de « libérale ». Mais jamais elle ne s'attachera à ouvrir à tous l'accès à la culture. Outre qu'elle ne songe pas qu'il puisse s'agir là d'un droit fondamental, elle ne peut y voir à terme qu'une arme contre sa propre survie.

Il n'est donc pas réaliste d'espérer que des progrès importants puissent être faits dans ce domaine tant qu'un changement de société n'aura pas été opéré.

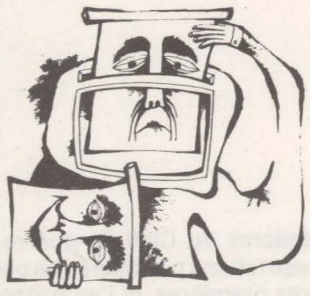
MICHEL LEVINE (1)

(1) Auteur du livre « Affaires non classées » (Fayard).

(2) S.c.e.l.f. : Société civile de l'édition littéraire française.
S.d.r.e.m. : Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs, compositeurs et éditeurs.
S.a.c.d. : Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
Cavmu : Caisse d'allocation vieillesse des professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs.
Sacem : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
Spadem : Société de la propriété artistique et des dessins et modèles.

(3) Les 1 230 bibliothèques des gares, du métro et des aéroports sont sous le monopole exclusif de Hachette.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 28 DECEMBRE

Parmi les « 100 livres » de Claude Santelli : « Alice au pays des merveilles » (21 h 30, ch. 1).

SAMEDI 29

La « biographie rêvée » de la première des vamps : « Musidora », par Averty et Veillot (20 h 35, ch. 1).

Molière par les Comédiens français : « Le médecin volant » et « Les fourberies de Scapin » (20 h 40, ch. 3).

DIMANCHE 30

Un débat sur la protection de l'animal contre l'homme suivant le film « Laissez-les vivre » aux Dossiers de l'écran (14 h 30, ch. 2).

Cendrillon en comédie musicale : « La pantoufle de verre », avec Leslie Caron (17 h 05, ch. 1).

« La vie chantée de Vincent Scotto », 2e partie, par Averty (17 h 50, ch. 2).

Robert Taylor, Ava Gardner, Mel Ferrer et les splendeurs hollywoodiennes : « Les chevaliers de la Table ronde », de Richard Thorpe (20 h 50, ch. 1).

Présenté par le Service de la recherche : « Le père », de Claude Chabrol (21 h 45, ch. 3).

« Le figurant », de Buster Keaton : drôle et bouleversant (22 h 30, ch. 2).

LUNDI 31

Musique sur la 2e chaîne : Mozart par Isaac Stern (13 h) et « La Traviata » de Verdi (15 h).

Un montage « Spécial Marilyn Monroe » (19 h 10, ch. 3).

Au Grand Echiquier, Nougaro, Melina Mercouri, le mime Marceau, Moustaki, Montand... (20 h 35, ch. 1).

Une gentille satire de la publicité par Gérard Pirès : « Erotissimo » (20 h 40, ch. 3).

Le show de Liza Minnelli chorégraphié par le réalisateur de « Cabaret », Bob Fosse (22 h 05, ch. 3).

Dans « Melinda » — comédie de Vincente Minelli sur le rêve et le passé — le couple Montand - Barbra Streisand (0 h 30, ch. 1).

MARDI 1er JANVIER

En rediffusion, un feuilleton de Claude Barma, « D'Artagnan » (18 h 30, ch. 2).

Un maître du dessin animé : Tex Avery (20 h 35, ch. 2).

« Les contes d'Hoffmann » d'Offenbach (20 h 45, ch. 3).

JEUDI 3

Au magazine 52 : la libéralisation pénitentiaire (20 h 40, ch. 3).



Livres

POLITIQUE

*** David Burg et George Feifer ; Soljenitsyne (Robert Laffont).**

Une biographie qui dit clairement ce que sont les rapports entre les intellectuels et le Pouvoir politique en U.r.s.s.

*** Gérard Duprat : Révolution et autogestion rurale en Algérie (Armand Colin).**

Echec et limites d' une expérience qui devrait faire réfléchir, par ses insuffisances mêmes.

*** Noël Favrelière : Le déserteur (Lattès-Edition spéciale).**

Le témoignage d'un de ceux qui ont refusé les combats sanglants du colonialisme français en Algérie.

*** Ahmed : Une vie d'Algérien, est-ce que ça fait un livre que les gens vont lire ? (Le Seuil).**

Les immigrés, vous connaissez ? Sans doute pas suffisamment. Ce livre ne peut que vous éclairer.

*** Jon Halliday et Gavan Mc Cormack : Le nouvel impérialisme japonais (Le Seuil- collection Combats).**

Un géant du capitalisme passé au crible.

*** Critique de la division du travail, textes choisis et présentés par André Gorz (Le Seuil, collection Politique).**

De Marx à « Il Manifesto ». Comment mettre en pratique l'axiome : « A travail égal, salaire égal » ?

*** Anthony Sampson : I.t.t., l'Etat souverain (Editions Alain Moreau).**

L'histoire d'une société multinationale qui avoue un beau palmarès d'exactions : de l'entente cordiale avec Hitler à la tentative de renversement d'Allende...

BANDES DESSINEES

*** Bonvi : Les nazis sont des cons (adaptation de Francis Blanche) (Lattès — Edition spéciale).**

*** Savard : Le fabuleux destin d'Auguste Pinochet (Jean-Jacques Pauvert).**

Des styles différents. Mais une même dénonciation, féroce et sans appel.



Cinéma

*** Jean-Pierre Blanc : Un ange au paradis.**

Un croque-mort amoureux d'un travesti. Sa femme : une ancienne prostituée prompte à réarpenter le bitume. Sa fille : un affreux jojo désireux de suivre sa mère sur le trottoir. Une farce grinçante qui laisse un goût de malaise et qui tresse des couronnes (mortuaires) à Madame Dérision.

*** Arrabal : J'irai comme un cheval fou.**

Un long cri de haine contre la mère et la religion castratrice sous la forme d'un fatras d'allégories qu'Arrabal s'est donné beaucoup de mal pour rendre « poétiques » ou « cauchemardesques ». Allégories inspirées d'un surréalisme primaire, d'une psychanalyse de bazar et d'une philosophie de sex shop.

*** Joël Séria : Charlie et ses deux nénettes.**

Enfin la France populaire : un forain et deux filles de prolétaires à la recherche d'un boulot se lient d'amitié et partagent une joyeuse complicité. C'est plein de sincérité et de justesse. A voir avec la même chaleur et le même attachement que Charlie pour ses nénettes et que Séria pour ses personnages.

*** Norman Jewison : Jésus-Christ superstar.**

Cinématographiquement parlant, plutôt raté. Reste un scénario qui a fait ses preuves. Et la partition de cet opéra rock est parfois prenante.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Gu Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicola Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

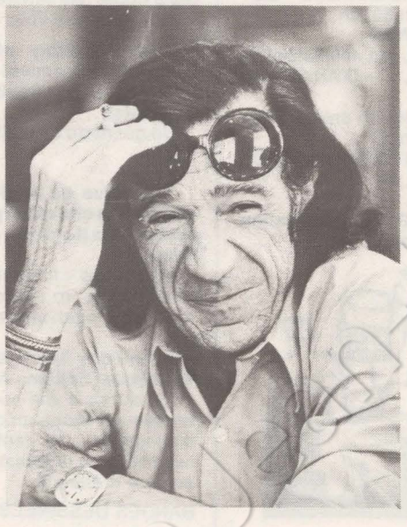
AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetot.

DE A JUSQU'A Z



par

Henri-François Rey

C COMME CHINE

Il est étrange que plus je lis de livres consacrés à la Chine de Mao, moins je comprends les arcanes, les structures, les subtilités de cette société. Peut-être suis-je idiot. Je me pose sérieusement le problème.

Et Dieu sait s'il en paraît, des livres sur la révolution maoïste ! Plusieurs par mois, à croire que chaque Occidental qui y va de son voyage à Pékin éprouve le besoin d'exprimer urbi et orbi son sentiment sur la question. Hélas, en général, ces sentiments n'ont strictement aucune importance, et très vite fleurissent les banalités d'usage : civilisation de masse pour ne pas dire de fourmis, etc...

C'est pourquoi j'ai commencé à lire le dernier livre de K.S. Karol, La deuxième Révolution chinoise, avec passion. Enfin un analyste sérieux de la Chine, qui, dans un livre précédent, avait fait un portrait de ce continent qui me parut passionnant. Enfin, j'allais savoir. Pourquoi la Révolution culturelle, pourquoi la disgrâce et la chute de Lin Piao. C'est un gros livre, certes, et facile à lire, et intéressant. Mais curieusement, intéressant dans le détail, intéressant dans l'anecdote, intéressant dans l'à-peu-près. Karol n'a pas son pareil pour restituer — fidèlement je l'espère — une conversation avec les responsables d'une communauté agraire ou d'une unité industrielle. Mais cela figurait déjà en bonne place dans son dernier livre. J'attendais autre chose du second : enfin une explication claire de la Révolution culturelle, enfin une version cohérente de la disparition de Lin Piao. Alors, là, déception, que dis-je, consternation ! Avec un sens aigu de l'escamotage, Karol réussit à nous expliquer la Révolution culturelle comme une chose naturelle, et pourquoi pas, d'avance planifiée. Quant à la disgrâce du maréchal, ses explications sont tellement vagues et souvent contradictoires que j'imagine qu'il n'a guère d'idées sur la question. Mettons que cette affaire soit secondaire. Mettons qu'elle soit la conséquence d'une révolution de palais, fréquente dans les sociétés révolutionnaires monolithiques. Je veux bien ; mais alors, pourquoi tenter de donner une explication qui ne ressemble à rien. Plus grave pourtant est le problème de la révolution culturelle. En gros, la thèse de Karol est la suivante : Mao, dans sa grande sagesse et sa lucidité, a inspiré et suscité cette Révolution pour lutter contre la bureaucratie et les privilèges acquis par les cadres. Le but : donner un second souffle à la révolution chinoise, faire un nouveau bond en avant vers une société totalement égalitaire. Le malheur est que cette thèse est celle, constamment développée par les services de propagande de la Chine communiste ; donc, a priori, suspecte. Le malheur est que cette Révolution, loin d'être pacifique, a provoqué semble-t-il des dégâts considérables. Le malheur est qu'à un certain moment, d'après Karol, le Pouvoir s'est trouvé incapable de la contrôler. Le malheur, c'est qu'actuellement, cette Révolution une fois matée, il apparaît bien que les cadres ont repris leurs places, et avec elles, les privilèges qui s'y attachent.

Alors, quoi ? Mao, génial révolutionnaire permanent, mais dérisoire apprenti sorcier qui déchaîne les éléments, puis, incapable de les maîtriser, se réfugie dans sa haute tour ? Curieuse stratégie politique. Ou alors, complot contre Mao, tentative de prise de pouvoir par une faction opposée ? Version dont à aucun moment Karol ne veut entendre parler. Et l'échec de son livre est là : que l'on puisse encore se poser ces questions, et se les poser parce qu'à aucun moment il n'apporte d'éléments crédibles à la thèse qu'il défend, celle d'un Mao, poète inspirateur d'une révolution continue. Et certes, je voudrais croire à cette thèse. Car quoi de plus fabuleux qu'un homme qui, à la fin de sa vie, révolutionnaire depuis toujours, conscient des scléroses de la révolution qu'il a faite, en suscite une autre pour aller plus loin, pour aller plus haut. Ce serait bien la première fois dans l'Histoire du monde qu'un homme, disposant d'un pouvoir presque absolu, le remette en question au nom de l'idée qu'il se fait de la Révolution. Je voudrais croire à cela, et j'aurais aimé que Karol m'y aide, ce qu'il ne fait pas.

D COMME DESORDRE

Je suis toujours étonné de lire dans la presse, et surtout depuis quelque temps, des articles dont le thème unique est : nous vivons des moments épouvantables, difficiles, cette époque est chaotique et tragique. Etonné, et même rigolard. Car je crois bien que depuis Homère, en passant par Pline l'Ancien, chaque commentateur a écrit de son époque exactement la même chose.

Bien sûr, en moins de six mois, il y a eu la fin puis la reprise de la guerre du Vietnam, les massacres du Chili, la guerre du Kippour, les restrictions pétrolières, la pénurie des matières premières, et j'en passe. Et alors ? Sans aucun paradoxe, je prétends pouvoir démontrer que nous vivons une période particulièrement calme. A la condition qu'on s'entende sur ce point qui est essentiel : l'Histoire — pour autant qu'on puisse y croire — n'a jamais été que la chronique du désordre. L'ordre n'y figure, pour de brèves périodes, qu'à titre d'exception. Et j'irai même plus loin, ce n'est pas dans l'ordre que l'homme imagine et se projette dans le futur, mais dans le désordre, la contradiction, la tension. L'ordre endort quand il ne tue pas. Le désordre stimule. Et c'est peut-être cela, pour en revenir à lui, que Mao comprit quand il suscita la Révolution culturelle, si toutefois cette version est la bonne.

P COMME PANIQUE

Autre livre : « La Grande Peur de l'après-guerre », de Fontvielle-Alquier. Livre excellent. Vif, ramassé, brillant, avec l'humour qu'il faut et la désinvolture qu'il faut. Mais livre terrifiant, aussi, car il est le compte rendu de ces années de guerre froide que connut le monde de la fin de la Deuxième Guerre à la mort de Staline. Souvenons-nous. Le plan Marshall, le blocus de Berlin, la guerre de Corée, les procès tchèques et hongrois, et en France le procès Kravchenko, Ridgway-la-peste, Duclos et ses pigeons voyageurs, et surtout, surtout, toute une gauche acharnée à défendre, malgré tout, envers et contre tout, l'Union soviétique, Staline et le stalinisme. Souvenons-nous de l'hystérie : accabler par tous les moyens et sans la moindre ombre de preuve Rajk et Slansky, traîner dans le crachat Tito et bien entendu « sa clique ». Le ridicule aussi : « Il ne faut pas désespérer Billancourt ».

Et tout cela pourquoi ? Parce que, pour les hommes de gauche, il n'y avait pas d'autres possibilités, du moins le croyaient-ils, pour la réalisation de leurs espérances qu'une inconditionnelle fidélité à l'U.r.s.s. L'argument valait ce qu'il valait. Il n'avait qu'une faille, c'est d'être basé sur la foi aveugle, sur la croyance à œillères. Il n'avait qu'un défaut, c'est de ressembler furieusement au « credo quia absurdum ». Il n'avait qu'une atroce conséquence : envoyer à la mort des milliers d'innocents.

Le livre de Fontvielle-Alquier refermé, on s'aperçoit que l'Occident, durant cette époque, était allègrement retourné au Moyen Age, avec les mêmes terreurs et les mêmes interdits, et que la classe intellectuelle, dite de gauche, ne cessa de se conduire comme la Sainte Inquisition elle-même. Et ce livre est aussi l'histoire de ma génération, de ceux qui eurent vingt ans en 40, qui furent aux premières loges de l'Histoire, et qui, de gauche, ne cessèrent de voir leurs espérances défigurées et fracassées. Génération de cocus, peut-être. Consolation : ce n'est pas la première. Mais aussi une leçon : ne jamais croire, ne jamais adhérer inconditionnellement, ne jamais se prosterner devant les idoles. Bref, s'efforcer par tous les moyens de rester attentif, lucide, sceptique quand il le faut. Et tant pis si, au bout, il n'y a que la solitude.